ISSN 1662 – 4599

22 août 2011
11e année
N° 33

Horizons et débats
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél.: +41 44 350 65 50
Fax: +41 44 350 65 51
hd@zeit-fragen.ch
www.horizons-et-debats.ch
CCP 87-748485-6

Horizons et débats

AZA
8044 Zürich

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité
Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

«Notre ordre démocratique et libéral est en danger»

*Interview de Karl Albrecht Schachtschneider par Jürgen Elsässer du magazine «Compact» au sujet des divers «plans de sauvetage» de l'euro.**

Jürgen Elsässer: Vous avez, avec vos collègues économistes, déposé un recours contre la prétendue aide à la Grèce et contre le «plan de sauvetage» temporaire. Dans quelle mesure, à votre avis, la Constitution et la démocratie allemandes sont-elles menacées?
Karl Albrecht Schachtschneider: Il s'agit d'une tentative de sauvetage de l'euro qui, économiquement, n'est pas réalisable. Les sommes dont l'Allemagne s'est engagée à répondre ne peuvent pas être versées. Elles dépassent les possibilités de notre Etat.

Il ne s'agit pas de payements, mais seulement de garanties?
C'est ce qu'on dit. On prétend qu'il s'agit seulement de garanties. Mais le fonds de sauvetage qui a été créé solidairement par les Etats de la zone euro doit emprunter les sommes mises à la disposition des marchés financiers. Si l'emprunteur, en particulier la Grèce, ne peut pas les rembourser, les garants, dont l'Allemagne est le plus important, vont être obligés de le faire.

Le plan de sauvetage temporaire qu'on a créé jusqu'ici engage la responsabilité de notre pays à hauteur de 123 milliards d'euros; le plan de sauvetage permanent, le Mécanisme de stabilité européen (MSE), qui doit être voté bientôt, représentera un fardeau de 190 milliards d'euros pour l'Allemagne. Maintenant, on envisage de doubler le capital du MES et de le faire passer de 750 à 1500 miliards. La contribution allemande s'élèverait donc à 380 milliards. Cela paraît s'imposer car l'Italie, la troisième économie de l'UE, est dans le collimateur des agences de notation. Il est inimaginable que l'Allemagne puisse tenir ces engagements. 190 milliards d'euros représentent presque deux tiers du budget fédéral.

Ne faut-il pas être solidaire des Grecs?
L'argent ne profitera pas aux Grecs. On le fera parvenir aux créanciers de la Grèce, aux grandes banques, aux assurances, aux fonds. De même qu'aujourd'hui les Grecs doivent sacrifier une partie de leur salaire pour payer la dette, demain, on nous obligera, nous autres Allemands, à nous porter garants du fonds de sauvetage avec notre capital. C'est ce que les marchés financiers imposent aux Etats et aux peuples. Notre démocratie, notre Etat de droit et notre Etat social vont être ruinés.

Dans quelle mesure?
Les divers plans de sauvetage de l'euro ne sont absolument pas légitimes d'un point de vue démocratique. Bien sûr, le Bundestag les a votés, mais au mépris du Traité de l'UE et de la Constitution allemande. C'est pourquoi nous avons déposé notre recours: le Bundestag a le droit de représenter le peuple, mais seulement dans le cadre de la Loi fondamentale, notre Constitution. Mais avec le vote des plans de sauvetage, le Parlement a violé la Constitution de plusieurs manières. Pensez à la protection de la propriété: les biens des citoyens sont anéantis quand plus de la moitié du budget de l'Etat et donc des recettes fiscales, sont «données en gage». L'Etat va se procurer des moyens financiers aux dépens des biens et des salaires des citoyens et en réduisant les dépenses sociales au détriment des pauvres. Les recettes de l'Etat ne sont pas prévues pour financer des Etats étrangers. Le principe fondamental d'un budget national est le financement de la nation.

> «Chaque année, l'Allemagne sacrifie, à cause de l'euro, environ 10% de son PIB sur le dos de la population. Mais ceux qui gouvernent s'accommodent de ce fait parce qu'ils veulent créer un grand Etat européen et dissoudre les Etats nations, surtout l'Allemagne. Quand, comme c'est prévu, l'UE aura intégré la Turquie et les Etats d'Afrique du Nord, y compris Israël, le nombre de ses habitants s'élèvera à un milliard. On cherche ainsi à jouer les grandes puissances à côté des Etats-Unis et de la Chine. Mais avant tout, cette population composée de sujets impuissants n'aura aucune cohésion.»

Les partisans de ce procédé disent que, dans les périodes de crise, comme celle que nous traversons actuellement, il faut prendre des mesures exceptionnelles.
Nécessité fait loi, c'est l'argument du gouvernement fédéral et du Bundestag. Ils s'appuient sur un article du Traité de Lisbonne qui permet l'«assistance financière» d'un Etat membre en cas de catastrophe naturelle ou de quelque chose de semblable. Cet article peut être aussi appliqué en cas d'épidémie, d'accidents nucléaires et d'actes de terrorisme, mais jamais en cas de surendettement d'un Etat parce que celui-ci a longtemps vécu au-dessus de ses moyens. Du reste, seule l'UE a le droit d'assistance, non les Etats membres individuellement. Ce qu'on appelle ici catastrophe naturelle, c'est la crise de l'euro, le danger d'insolvabilité de certaines banques, etc. L'euro ne compte pas parmi les biens à protéger prévus par notre Constitution. La monnaie est un instrument de politique financière très important mais sans plus. Ainsi l'Allemagne a abandonné le deutschmark, sa monnaie nationale, sans crise constitutionnelle. La Cour constitutionnelle de Karlsruhe a rejeté notre recours contre l'introduction de l'euro en 1998 avec l'argument, notamment, que le droit de propriété des citoyens n'était pas en danger car l'euro était protégé par un principe de stabilité rigoureux. Entre-temps il s'est avéré qu'il n'en était pas ainsi. La communauté de stabilité est devenue une communauté de responsabilité.

On fait de l'euro le bien le plus important de la Constitution et ce faisant on détruit les principes fondamentaux de la Constitution. Prenez le principe de l'Etat social. Nous vivons de facto le contraire: son démantèlement. Pour sauvegarder l'euro, les citoyens doivent faire des sacrifices intolérables, surtout les plus démunis: on diminue les salaires et les revenus ainsi que les retraites et les pensions. D'après nos calculs, les Allemands ont perdu, depuis l'introduction de l'euro, 50% du pouvoir d'achat qu'ils auraient eu sans l'euro. Si nous avions encore le deutschmark, nos salaires et revenus auraient augmenté de 50% en valeur réelle, surtout parce que les importations auraient été moins chères à cause de la réévaluation. Les exportations n'en auraient pas souffert. Elles n'ont jamais souffert en période de réévaluation du deutschmark.

Chaque année, l'Allemagne sacrifie, à cause de l'euro, environ 10% de son PIB sur le dos de la population. Mais ceux qui gouvernent s'en accommodent parce qu'ils veulent créer un grand Etat européen et dissoudre les Etats nations, surtout l'Allemagne. Quand, comme c'est prévu, l'UE aura intégré la Turquie et les Etats d'Afrique du Nord, y compris Israël, le nombre de ses habitants s'élèvera à un milliard. On cherche ainsi à jouer les grandes puissances, à côté des Etats-Unis et de la Chine. Mais avant tout, cette population composée de sujets impuissants n'aura aucune cohésion.

Le philosophe Jürgen Habermas critique aussi les déficits de démocratie de l'UE. Mais autrement que vous, il veut y remédier en revalorisant le Parlement européen, afin qu'il y ait un vrai législatif qui mettrait un frein à l'exécutif, la Commission européenne qui n'est pas élue.
Je doute fort qu'on puisse qualifier M. *Habermas* de philosophe. Il est sociologue. Je ne connais aucune phrase de lui qu'il ait développée lui-même bien que j'aie lu et souvent cité une grande partie de ses écrits. Sa théorie du discours, il l'a puisée dans *Apel;* et c'est *Kant* qui a donné la première impulsion dans la «Critique de la raison pure». En tout cas, M. Habermas n'est pas un démocrate. Il aspire à un nouvel ordre mondial, sans peuples, à une société mondiale dénationalisée. Le Parlement européen ne peut pas être démocratique uniquement en raison de l'importance de l'UE. Il n'existe pas un peuple européen qui pourrait être le sujet d'une démocratie européenne. Le droit électoral n'est pas égalitaire. Les Luxembourgeois ont besoin de 10% de votes de moins que les Allemands pour obtenir un siège au Parlement. M. Habermas ne veut pas admettre l'existence de peuples et se livre à des arguties sur la société civile en tant que sujet politique. Or celle-ci, pour lui, n'est pas identique à l'ensemble des citoyens mais est composée de ceux qui participent de manière suffisamment influente au discours politique, donc des politiques autoproclamés. C'est une dédémocratisation qui repose sur l'égalité dans la liberté de tous les citoyens. Seules les petites entités, c'est-à-dire, en Europe, les nations, peuvent être démocratiques.

Si, sous le diktat de la politique d'austérité, la Grèce devient ingouvernable, pourrait-il y avoir, sur la base du Traité de Lisbonne, une intervention armée de l'UE?
Les forces d'intervention de la police et de la gendarmerie de l'UE sont prêtes. Elles vont réprimer chaque soulèvement. L'interdiction de tuer a été supprimée par le Traité de Lisbonne. On va tirer sur les insurgés, de la même façon qu'en Libye et en Syrie aujourd'hui. L'UE se prépare à imposer la centralisation politique par la force.

Mais Bruxelles ne peut pas envahir la Grèce sans l'accord du gouvernement grec?
Selon les traités de l'UE il faut l'accord du gouvernement concerné. Mais il est facile à obtenir. Depuis longtemps, le gouvernement grec ne représente plus le peuple grec. S'il n'arrive plus à s'appuyer sur sa propre police et sa propre armée, il ira chercher les troupes de l'UE.

L'UE deviendra-t-elle une dictature? Sombrera-t-elle dans le chaos?
L'un est le levier de l'autre. L'effondrement économique permettra d'instaurer des régimes dictatoriaux. Nous vivons une crise. Allons-nous déraper vers une dictature ou non? Depuis longtemps, ce sont de tout petits cercles de personnes qui sont aux commandes. Les leaders des partis politiques se retrouvent au niveau européen, au Conseil des ministres et aux sommets de l'UE. C'est là que les décisions sont prises et les parlements n'osent plus s'opposer. On peut rendre dépendants les rares décideurs. Les lobbyistes y travaillent avec zèle. Nous assistons à la déparlementarisation de fait des décisions et donc à la mise sur la touche des peuples. L'instrument en est l'internationalisation de la politique. On justifie de plus en plus l'accroissement des pouvoirs de l'exécutif européen – qui n'est pas élu - par des contraintes matérielles. Ce ne serait pas possible sans les oligarchies féodales des partis politiques. La faute en revient à la Cour constitutionnelle de Karlsruhe parce qu'elle défend bec et ongles le monopole au moyen du financement des partis par l'Etat et le système du scrutin proportionnel avec la clause des 5%. Les partis occupent le Parlement et dans les partis s'opère systématiquement une sélection négative, c'est-à-dire que ce sont ceux qui ont le plus mauvais caractère qui parviennent au sommet. Une fois qu'ils siègent au Parlement, le plus souvent pendant de longues législatures, ils s'intéressent moins à l'intérêt général que le citoyen moyen. Qu'on se souvienne de l'émission de «Panorama» avant le vote du Traité constitutionnel quand on a posé à sept députés huit questions simples sur le texte. Il

Suite page 2

* Première parution dans le magazine «Compact», nº 8/11

Sommaire

L'UE va-t-elle devenir un «Quatrième Reich»? page 2

Johannes Agnoli, une vie consacrée à la subversion page 3

Comment l'Afghanistan va finir page 5

L'idée coopérative est un concept vivace page 6

«Notre ordre démocratique ...»
suite de la page 1

n'a été répondu correctement à aucune des 56 questions!

Vous craignez la création d'un Etat central possédant les pleins pouvoirs absolus. N'observe-t-on pas aussi le contraire, c'est-à-dire que les Etats nations mènent leur propre politique sans se soucier des institutions de l'UE? La France n'a-t-elle pas commencé de son propre chef la guerre en Libye? Le Danemark n'a-t-il pas réintroduit les contrôles douaniers? Autrement dit: la centralisation redoutée ne va-t-elle pas échouer à cause de la pagaille?
C'est bien possible. Seulement l'Allemagne est toujours en retrait. Elle ne définit plus ses propres intérêts. La France, au contraire, est très sûre d'elle. Dans l'UE, rien ne se fait contre la France. Paris cherche notre soutien uniquement parce qu'il veut tirer profit de notre force économique pour son propre pouvoir.

Il semble que l'Allemand moyen n'ait pas l'impression que nous nous dirigions vers une dictature. Ne vient-on pas d'arracher la sortie du nucléaire, par la base, par un mouvement des masses?
Moi aussi je suis d'avis qu'on ne peut pas justifier le nucléaire car la sécurité n'est pas garantie. Mais je me demande si la sortie n'entraînera pas d'autres affaiblissements de l'économie allemande et c'est ce que cherchent certaines forces: affaiblir l'Allemagne pour imposer l'Etat autoritaire européen.

S'il y a danger pour la démocratie, chaque citoyen a le droit à la résistance; c'est ce que stipule l'article 20-4 de la Loi fondamentale. Le moment est-il venu?
Certainement. C'était mon argument, début juillet, devant la Cour constitutionnelle: notre ordre démocratique et libéral est en danger. Les opérations de sauvetage de la Grèce et de l'euro ont ruiné les principes fondamentaux de notre ordre démocratique, tels la garantie de la propriété, le principe de l'Etat social et celui de l'Etat de droit. Les institutions démocratiques sont privées de leurs pouvoirs, il n'y a plus de séparation des pouvoirs.

Vous songez à la position forte de la Commission européenne qui n'exécute pas seulement les lois, mais les formule elle-même à la place du Parlement?
Pas seulement. Il s'agit aussi de la Cour européenne de justice qui peut, au moyen d'arrêts de référence, définir avec une grande efficacité le droit de l'UE pour tous les Etats membres bien qu'elle ait aussi peu de légitimité démocratique que la Commission européenne. De toute facon, cet ordre politique n'a plus rien à voir depuis longtemps avec notre ordre démocratique et libéral et c'est pourquoi chaque citoyen, selon la Loi fondamentale, a le droit de résistance. Je n'appelle pas au combat avec des kalachnikovs, cela ne servirait à rien. Je propose des manifestations, l'abstention aux élections et le choix de partis libéraux. Ce processus est déjà en cours dans les pays qui nous entourent, cela finira par gagner l'Allemagne.•
(Traduction *Horizons et débats*)

Compact, Ausgabe 8/2011

L'UE va-t-elle devenir un «Quatrième Reich»?

ab. Ceux qui se replongent dans les livres des années 1930 et 1940 qu'ils possèdent dans leur bibliothèque mais qu'ils n'avaient plus considérés comme essentiels depuis leurs années d'études, retiennent leur souffle en lisant certains passages et ils pensent que ce que disent, font et préparent les dictateurs et «dictatrices» d'aujourd'hui est exactement comme à l'époque, à une exception près: ils ont un look un peu différent d'*Hitler.*

Oui, il y a également des dames. Ce n'est pas pour rien que l'«International Herald Tribune» philosophe depuis plus d'une année sur le «female factor» et montre des photos de femmes du monde islamique (au look américain), de sorte que nous pourrons encore pendant des mois «vendre» les «rébellions arabes» en mettant en avant «l'aide au développement des femmes» jusqu'à ce que les Africains du Nord soient euro-compatibles. Le fait que la Tunisie et l'Egypte n'avancent pas dans l'élaboration d'une constitution malgré une si grande protection de l'OTAN pourrait tenir au fait, évoqué par *Schachtschneider*, qu'on ne veut plus l'instauration d'Etats nations démocratiques. L'UE aurait dû le dire dès le début. Cela aurait permis de faire l'économie de beaucoup de propagande, d'émissions de radio et de télévision et de bombes. Et nous autres Suisses, nous nous détournerions moins souvent de notre chaîne alémanique. *De Weck* deviendra-t-il le chef de la propagande du IVe Reich?

Israël qui, selon Schachtschneider, figure également sur la liste des futurs pays de l'UE, va, en matière de «female factor», mettre moins l'accent sur l'esthétique que sur l'efficacité: les femmes engagées porteront l'uniforme chic d'officières de l'OTAN et pourraient remplacer chez nous *Ueli Maurer* car celui-ci pourrait à ce moment-là être occupé à présider, chez *Hashim Thaçi,* une commission de conciliation du PPP. Nous saurons alors pourquoi nos soldats très bien formés doivent absolument rester là-bas.

Mais blague à part: Selon Schachtschneider, les choses peuvent se passer plus rapidement que nous ne le pensons. *Peter Regli* dit la même chose dans ses conférences. Pour Schachtschneider, «dictature et chaos, l'une est le levier de l'autre». Le IVe Reich sera pareil au IIIe Reich: ce sont les militaires qui exerceront le pouvoir. Avec une petite différence toutefois: L'OTAN ne devra plus s'entraîner à Allentsteig, comme la Wehrmacht autrefois; fraîchement entraînée sur les champs de bataille, elle viendra tirer sur les Européens.

Et nous, société civile suisse, pères, mères et citoyens que nous sommes? Allons-nous continuer à organiser des fêtes estivales jusqu'à épuisement au lieu de corriger les réformes à la Bertelsmann dans nos écoles et de faire à nouveau de nos jeunes des citoyens capables de penser logiquement comme nos citoyens savaient le faire avant lesdites réformes? Alors, toutes les familles suisses étaient fières lorsque leurs enfants entraient à l'Ecole polytechnique, étudiaient la médecine et se formaient pour accomplir des missions de qualité dans le tiers monde.

«Nous les jeunes voulons pouvoir défendre la Suisse», a déclaré la jeune prof de lycée qui a effectué son service militaire dans l'armée de l'air. «Ceux qui refusent de s'engager sont les 40-50 ans qui ont l'air vieux adolescents.» Ce ne sont pas seulement ceux qui continuent de rêver d'un monde ressemblant à une prairie fleurie comme dans les années 60 (ce qu'il n'était d'ailleurs pas du tout à l'époque) mais aussi tous ceux qui, bénéficiant d'une excellente formation, d'horaires professionnels réguliers et généralement d'un salaire de fonctionnaire, s'en tirent sans avoir d'enfants ni assumer d'autres responsabilités. Quand on leur demande le moindre service politique, ils affirment devoir justement assumer des tâches ménagères. Il conviendrait que dans chaque famille, dans chaque maison, il y ait une secouriste ou une pompière. Alors, les enfants s'empresseraient d'accomplir une formation semblable. Dans les communes, l'aptitude à maîtriser les crises se développerait en un clin d'œil si l'on y mettait un peu de joie.

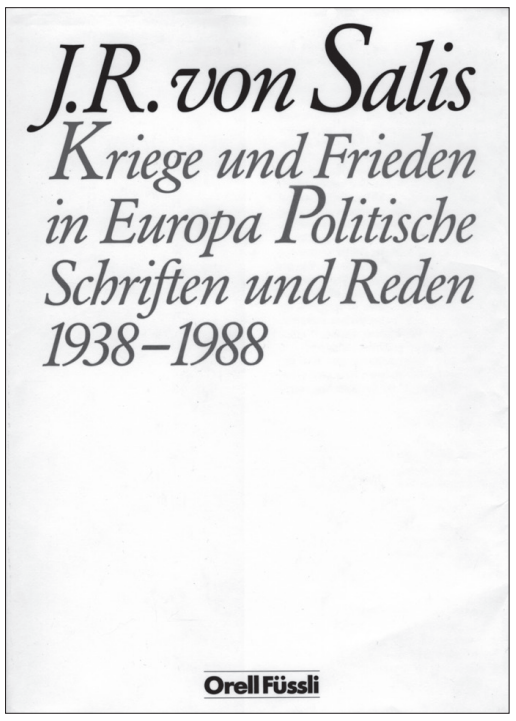
Pour les citoyens allemands, il existe déjà l'article 20-4 de la Loi fondamentale: le «droit de résister à quiconque entreprendrait de renverser» l'ordre démocratique, droit qui, selon Schachtschneider, est également un devoir de résistance. «L'heure est-elle venue?» demande Elsässer. «Certainement.» Mais pas la lutte à l'aide de kalachnikovs, qui ne servirait à rien. «Je propose des manifestations, l'abstention aux élections et le choix de partis libéraux», déclare Schachtschneider.

Ce ne sera pas facile mais la volonté de vivre donne à chacun d'entre nous une force considérable. Lisez peut-être maintenant l'extrait ci-dessus de *Jean Rodolphe von Salis* qui date de 1945. Remplacez éventuellement le nom d'Hitler et demandez-vous si ce texte n'est pas intégralement valable aujourd'hui. Et lisez en entier la dernière phrase. •

Tout ce qu'on leur avait fait croire était faux, et les dirigeants qu'on leur avait vantés comme étant «uniques», «géniaux» et «infaillibles» leur avaient tout pris. Une des phrases favorites d'Hitler était: «Nous avons tout prévu dans nos calculs.» Donc sans doute également la chute. Car jamais une politique n'avait été aussi aventureuse et irréaliste que celle qui se présentait comme une suprême «realpolitik». Il est absolument trompeur, immensément utopique de vouloir édifier une politique uniquement sur le pouvoir. En effet, un pouvoir illimité, totalement immoral et purement matériel ne peut jamais durer. Il suscite des forces adverses, d'autres pouvoirs, et seule est vraiment réaliste la politique qui s'applique elle-même le critère de la critique raisonnable, qui tient compte de l'existence d'autres peuples, mouvements ou idées et qui sait que les forces immorales sont considérables dans le monde mais que les forces morales peuvent intervenir dans l'histoire de l'humanité comme un facteur imprévisible mais possédant parfois une puissance inattendue.

Source: Jean Rodolphe von Salis, Kriege und Frieden in Europa. Politische Schriften und Reden 1939–1988, Zürich und Wiesbaden, 1989, ISBN 3-280-01921-4

(Traduction Horizons et débats)



Courrier des lecteurs

«Afin de satisfaire les ultralibéraux américains»

A propos de l'article signé *Tobias Salander* (*Horizons et débats* n° 30 du 1er août), il faut bien comprendre une chose que j'ai apprise au fur et à mesure que j'ai étudié l'histoire de la Suisse avant et pendant la Seconde Guerre mondiale. Je suis en train de faire éditer un ouvrage à ce sujet avec mes propres réflexions.

Il faut donc bien comprendre que l'histoire en Suisse est une branche sacrifiée, pas seulement par la gauche mais aussi par le centre. N'oublions jamais que c'est la droite financière suisse qui a exigé que le rapport *Bergier* soit totalement négatif, ceci afin de satisfaire les ultralibéraux américains qui étaient alors associés aux trotskistes suisses. C'est cela qu'il faut dénoncer et ceci pour une excellente raison: on vole les étudiants qui étudient l'histoire en Suisse!

J'ai appris, et c'est cela que l'on doit absolument signaler aux étudiants et futurs étudiants, que l'histoire est un combat et que l'on ne peut sans autre admettre tous les discours et exposés des professeurs. Les étudiants doivent impérativement avoir leur propre documentation. De plus, il faut aussi que les journalistes, principalement à la radio et à la télévision, cessent d'interroger bêtement un historien sans rien connaître du sujet; il faut que les médias organisent des débats contradictoires. De toute façon, selon mon point de vue, avec ce qu'a fait la SSR au sujet de cette histoire, cet organe paraétatique devrait être soit dissous, soit réorganisé avec une nouvelle direction apolitique.

Christian Favre, ing. électr. *ETS, Yvorne VD*

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité
Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen
Rédacteur en chef
Jean-Paul Vuilleumier
Rédaction et administration
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél. +41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51

E-Mail: hd@zeit-fragen.ch
Internet: www.horizons-et-debats.ch
CCP 87-748485-6
IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6
BIC: POFICHBEXXX
Imprimerie
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 198.– frs / 108.– €

ISSN 1662 – 4599

© 2011 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

Johannes Agnoli, une vie consacrée à la subversion

par Moritz Nestor

ab./mn. La rédaction d'Horizons et Débats remercie Jutta Ditfurth de lui avoir indiqué que pour elle et d'autres personnes Johannes Agnoli (1925–2003) continue d'être un théoricien important. Comme pratiquement plus personne ne le connaît en Suisse et en Autriche, nous nous sommes renseignés auprès de personnes qui faisaient leurs études à l'Institut Otto-Suhr de Berlin à l'époque d'Agnoli. Ils nous ont tous dit qu'il était le plus important, que personne n'y coupait aux examens. Nous aurions plutôt pensé que, face aux tendances antidémocratiques actuelles, il fallait rappeler l'influence de Vilfredo Pareto.

Il ne fait plus aucun doute que le foyer des troubles dus aux mouvements suivants se trouve aux Etats-Unis: qu'il s'agisse des «ateliers du futur», de la «politique des agglomérations», du mouvement en faveur des «droits de l'homme des animaux», de la nouvelle vague verte ou du recours constant à l'opposition citoyenne, tout cela est, comme à l'époque hitlérienne, mégalomaniaque et dépourvu de racines et de logique. Et cela finira ainsi: des missions impériales adressées à l'UE – contre les autres peuples du monde!

Le mépris du peuple manifesté par Agnoli et son refus radical du modèle étatique européen fait de démocratie, de séparation des pouvoirs et de droits de l'homme ne peut pas être accepté par les citoyens éclairés d'aujourd'hui. Mais ce qui est intéressant, c'est qu'Agnoli ait gardé son actualité auprès des Verts sans que cela fasse l'objet de débats. En évoquant la biographie remarquable d'Agnoli, de l'ardent partisan de Mussolini à l'agitateur d'extrême gauche de la génération de mai 68, nous allons esquisser le fondement intellectuel et politique de l'«agnolisme marxiste», tel qu'Agnoli lui-même le désignait.

Ne serait-il pas plus judicieux que les historiens de la social-démocratie écrivent un manuel sur les différentes voies tentées en Europe au cours du XXe siècle, y compris celle de la Convention de paix signée en Suisse en 1937? La théorie d'Agnoli – pour autant que c'en soit une – est une variante du type de dictature mussolinienne. Mais qui dans le monde, aujourd'hui, songe à y revenir? Certainement personne en Europe, où l'on en connaît les conséquences. En Amérique, Mussolini était très estimé, prétendument parce qu'il payait très ponctuellement les réparations de la Première Guerre mondiale. Une Amérique en faillite pourrait songer une nouvelle fois à faire travailler pour elle un grand empire constitué de l'Union européenne du Mécanisme de stabilité, de l'Afrique du Nord et d'Israël et de lui imposer ses guerres par procuration.

Pour que ce soit possible, il faudrait tout d'abord balayer la démocratie par décret. Et aucun peuple européen ne l'acceptera. «Un empire, un peuple, un (…)!» de la Finlande à Tripoli et Tel-Aviv? Les plans d'Hitler n'avaient-ils pas à peu près cette ampleur avant qu'il entreprenne son agression criminelle et de grande envergure contre la Russie? Qui ose commettre de telles attaques contre des peuples démocratiques? Qui sont aujourd'hui les commanditaires, les mandataires?

Les leçons de la Seconde Guerre mondiale, nous les avons tirées, nous n'avons pas besoin de répéter ces tentatives. Il suffit que nous soyons capables d'en tirer les bonnes conclusions et cela nécessite un débat honnête. Les leçons des 20 dernières années – celles de l'euphorie de la globalisation et du mépris des Etats nations – sont connues dans le monde entier. Nous n'avons pas besoin de les répéter, et surtout pas les guerres récentes.

Mais où sont les intellectuels qui peuvent et veulent comprendre les malheurs de la Seconde Guerre mondiale - malheurs dus à de fâcheuses théories - sans se soumettre aux maîtres de l'heure?

Les Verts ont-ils pour mission de vider la démocratie de sa substance afin de la rendre exsangue et incapable de se défendre, avec des os friables dûs au végétalisme, contre l'arrogance antidémocratique du grand Empire occidental? Il faut poser à chacun la question de la démocratie avant chaque élection. Et nous autres Suisses possédons, avec notre démocratie, un joyau particulier. Que personne n'y touche!

La première phrase déjà de «Transformation der Demokratie» (1967),[1] qui passe pour l'ouvrage le plus important d'*Agnoli,* est un net refus de la démocratie et de l'autogestion. Agnoli se réfère à *Hegel* et à la comtesse *Bethusy-Huc:* «Le peuple n'est pas en mesure de se gouverner lui-même. Seule une petite minorité élitaire en est capable.» Au nom d'un «esprit universel» [chez Hegel, esprit immuable de l'humanité *n.d.t.*] ennobli, on jette par-dessus bord 2500 ans de pensée et de lutte en faveur de la démocratie. Dans sa préface à la nouvelle édition de «Transformation der Demokratie»,[2] *Barbara Görres Agnoli* écrit que c'était la bible de l'Opposition extraparlementaire (APO). Johannes Agnoli, mort en 2003 à l'âge de 78 ans, a mis toute sa vie au service de la guerre et de la subversion. Son ennemi était le système étatique européen, l'Etat constitutionnel des Lumières.

Giovanni Agnoli est né le 25 février 1925 à Valle di Cadore. Il est le quatrième enfant de *Margherita* et *Pierin Agnoli*. Son père, qui fut dans sa jeunesse un rebelle anticatholique, devint plus tard un anarcho-syndicaliste. Il était très fortuné mais il perdit son paquet d'actions lors du krach boursier de Wall Street de 1929. De plus, il perdit ses maisons et ses terres en se portant garant des dettes d'un ami et tomba dans la pauvreté.

Au début de sa scolarité, Giovanni devient membre de l'organisation de jeunesse fasciste. C'est un excellent élève, surtout en philosophie. Il provoque son professeur de religion avec des questions philosophiques critiques et un jour, il refuse de continuer à apprendre les mathématiques «car les mathématiques reposent sur des lois logiques selon lesquelles a égale a. Or son étude de la philosophie l'a convaincu de la *vérité* de la doctrine dialectique selon laquelle a n'est pas égal à a. *Nous entrons dans le même cours d'eau et pourtant ce n'est pas le même, c'est nous et ce n'est pas nous.*»[3] Sa mère explique au directeur de l'école qu'elle est incapable de faire changer d'avis sa tête de mule de fils. On finit par résoudre le problème en décidant que lors des examens, les professeurs fourniront à Giovanni la solution des problèmes.

Trois ans avant son baccalauréat, Giovanni, qui est maintenant chef provincial de la jeunesse fasciste des écoles secondaires au sein de l'Union des jeunesses fascistes, écrit dans le journal des élèves des hymnes à la gloire de la guerre et des victoires allemandes.[4] La Seconde Guerre mondiale est pour le jeune homme de 16 ans une «lutte totale» entre deux mondes: la «puissance de l'or» et le «pacte d'acier entre l'Italie et l'Allemagne» avec ses deux chefs «qui n'ont pas leur pareil dans l'histoire contemporaine, qui ne se préoccupent pas des victimes et des pertes afin d'emporter la victoire totale».[5] En captivité, il écrira plus tard en évoquant cette période: «Ma conscience est l'Allemagne» – et il se fondait sur des idées présomptueuses, voire malfaisantes.[6] A cette époque, Agnoli devient un partisan d'*Ugo Spirito* et ainsi un «hégélien de gauche rigoureux». Comme Spirito, il considère que le bolchévisme et le fascisme se situent sur la même ligne historique. «Le fascisme doit réaliser ce que le bolchévisme n'a pas réalisé.»[7] «Dans ce siècle, le fascisme est la seule nouveauté que nous ayons vécue aux plans politique et social»,[8] écrit Agnoli avec enthousiasme en 1942/43. Le fascisme est «l'éveil historique à la vie dans une humanité universelle».[9] De même qu'Hitler méprisait l'Etat nation de Weimar – qu'il appelait «Systemzeit» – Agnoli qualifie maintenant l'Etat italien d'avant Mussolini de «passé social corrompu».[10] Pour vaincre le «passé social corrompu» de l'Etat nation italien ou de la République de Weimar, il faut abolir la démocratie parlementaire. Tel est le programme d'Agnoli en 1942 et il le restera toute sa vie.

Agnoli n'était pas un mouton. En tant que chef provincial de la Jeunesse fasciste des écoles secondaires et membre de la «Commission culturelle»,[11] il écrit en 1943 dans la revue «Dolomiti»: «Croire à notre cause juste, à l'idée pour laquelle de nombreux jeunes hommes meurent aujourd'hui, parce que nous seuls avons le droit de nous appeler défenseurs de la culture, parce que notre croyance ne porte pas seulement le nom de fascisme, mais bien plus encore le nom d'Europe.»[12]

Peu après, une fois obtenu son baccalauréat, le fasciste italien Agnoli va entrer comme volontaire dans la Waffen-SS et combattre pour cette «croyance» contre la résistance commandée par Tito, participant à l'une des pires boucheries de la Seconde Guerre mondiale.[13] Que cette «croyance» «ne porte pas seulement le nom de fascisme mais plutôt le nom d'Europe» signifie que le fascisme devrait devenir le principe d'organisation du grand espace économique créé par la Seconde Guerre mondiale dans lequel les Etats nations perdraient leur importance et fusionneraient pour donner des régions administratives plus importantes soumises aux puissances hégémoniques que sont l'Allemagne et l'Italie. L'objectif du fascisme est ainsi le suivant: «La liberté dans laquelle la question «maître ou serviteur» n'a plus d'importance parce que ceux qui comptent avant tout sont ceux qui sont les plus dignes et les mieux à même de faire ce qui est juste.»[14]

Parallèlement, depuis 1940, dans l'Allemagne nazie, des instances centrales de l'économie et de l'Etat ressortent des tiroirs, à la demande du gouvernement du Reich, des programmes de réorganisation de l'Europe qui reposent sur des études préparatoires vieilles de plusieurs années, voire décennies. En 1942, par exemple, paraît dans la revue «Die deutsche Wirtschaft» un programme de «création de la communauté économique européenne».[15] C'est du giron du grand groupe *IG-Farben* qu'est issu le mémoire de *Richard Riedel* intitulé «Réflexions sur une alliance économique entre Etats européens.

Ô sancta simplicitas, après ce que l'histoire nous a appris!

«‹[…] et l'on peut se demander si les oligarchies transnationales qui se forment maintenant […] jugeront utile de se soumettre aux règles bourgeoises traditionnelles de la constitutionnalité. La gravité des conflits sociaux qui s'annoncent permet d'en douter.› Après la destruction de l'Etat nation, la victoire sur le capital reste à remporter car la ‹société des citoyens libre et égaux› arrive tout d'abord. […] ‹Seule une petite minorité élitaire est capable de gouverner›».

Programme pour la création d'une communauté économique européenne».[16]

Quand donc Agnoli (avec Ugo Spirito) demandait que «le fascisme réalise ce que le bolchévisme n'avait pas réalisé», il s'associait à ce que *Trotski* – contrairement à *Staline* qui voulait un «socialisme dans un pays» - considérait dès octobre 1914 comme l'objectif historique de la Première Guerre mondiale: «La guerre de 1914 représente avant tout la destruction de l'Etat nation en tant que territoire économique indépendant. […] Les forces productives mondiales ne s'indignent pas seulement du chaos des Etats nations mais également de la structure économique capitaliste elle-même. […] Pour le prolétariat, il ne peut pas s'agir de défendre la «patrie» nationale qui a survécu et qui est devenue le principal obstacle au développement économique mais de créer une patrie beaucoup plus puissante et mieux capable de se défendre, celle des Etats-Unis républicains d'Europe, fondement des Etats-Unis du monde.»[17]

Le fait qu'Agnoli veuille quasiment réaliser les objectifs de Trotski à travers le fascisme le fait apparaître comme un trotskiste qui vise la révolution permanente en vue d'une économie mondiale avec l'objectif d'abolir les Etats (nations). En 1996, dans son essai intitulé «Le marché, l'Etat et la fin de l'histoire», il écrit: «Nous assistons à la création d'une société de marché mondial […] appelée globalisation.»[18] Elle exprime «le caractère obsolète de la forme politique de l'Etat nation qu'a déserté depuis longtemps l'économie d'une société mondiale».[19]

Le 2 mai 1945, Agnoli est fait prisonnier par les Britanniques et se charge, dans le camp de prisonniers britannique de Moascar du domaine appelé «Reeducational Work – Philosophy» en recourant à l'«Histoire de la philosophie» de *Windelband*. En 1948, il rédige à Moascar le manuscrit de «Frühjahrswind» dans lequel, alors que l'Allemagne

Heureusement, l'Etat constitutionnel a tenu bon

«En 1996, après la chute du Rideau de fer, Agnoli adapte sa théorie ‹jambe d'appui-jambe libre› à la nouvelle ‹société de marché mondial› de la globalisation qui ne connaît plus d'Etats nations.[68] Il ne reste plus de l'Etat constitutionnel qu'un appareil de pouvoir. L'Etat de droit constitutionnel a disparu. Selon Agnoli, l'Etat constitutionnel à l'agonie dans la globalisation avait cependant l'avantage d'être un Etat du capital donnant des règles à l'économie et de satisfaire les besoins de participation du peuple.»

souffre de la rééducation et de l'accusation de culpabilité collective, il souhaite que «le vent allemand se remette à souffler, que le peuple allemand retrouve la possibilité d'imprégner et d'influencer les esprits.»[20] «Cela peut paraître impossible, mais l'Allemand est honnête. Précisément en tant que soldat. Bête peut-être, cruel à la rigueur, mais honnête. Peut-être est-ce dû à l'influence de la Prusse qui savait non seulement organiser des défilés mais enseignait également l'honnêteté, la fiabilité, la décence et la sincérité en tant qu'éléments de la vie en société.»[21] L'ex-membre de la Waffen-SS pratique la rééducation au service des vainqueurs, mais il n'y croit pas. Comment comprendre cela?

En 1948, Agnoli est libéré et il arrive le 26 septembre en Allemagne, à Urach (Schwäbische Alb) où il trouve du travail dans une scierie. Sa sœur préférée *Giovanna,* lorsque son frère était dans la Waffen-SS, l'avait inscrit comme étudiant en philosophie pour les années 1943 à 1947 à l'Université de Padoue. Au semestre d'hiver 1949, il s'inscrit à l'Université de Tübingen où l'on tient compte des 8 semestres de Padoue. Un camarade de captivité aisé lui finance ses études. En outre, il reçoit une bourse de soldat. A Tübingen, il habite dans une maison avec jardin au bord du Neckar «où, dehors, on peut lire l'inscription *Villa Hegel*. A l'intérieur, au-dessus de son lit, il a accroché son casque de soldat de la Wehrmacht». (*Gerhard Lehmbruch*[22]*)*

A Tübingen, Agnoli est l'élève préféré d'*Eduard Spranger*. Mais leurs relations prennent fin lorsqu'une mère en colère dont la fille avait été engrossée par Agnoli apprend à Spranger qu'Agnoli a utilisé pour payer l'avortement l'argent qu'il lui avait prêté. En 1952, au bout de deux ans seulement, Agnoli termine ses «études effectuées en trichant»[23] par un doctorat. Il fait la connaissance d'*Iring Fetscher* dans le «Groupe de travail politique». C'est à cette époque qu'il a ses premiers contacts avec le Parti communiste allemand. A l'*Université populaire de Stuttgart,* il donne des cours sur *Marx*. En 1957, il adhère à la section locale de Tübingen du Parti socialiste (SPD) et en 1958, il élabore dans un groupe de travail, avec l'assistante d'*Ernst Bloch*, l'*Union allemande des étudiants socialistes* (SDS) et d'autres un contre-projet au Programme de Godesberg qu'il présente lors du Congrès du Parti. En 1961, Agnoli est exclu du Pari socialiste en raison de sa collaboration avec le SDS.[24]

Il obtient bientôt un poste d'assistant du professeur *Hermes* à Cologne en se disant marxiste. En 1961, il s'éprend d'une de ses étudiantes de 13 ans plus jeune que lui, *Barbara Görres*. Bientôt il se brouille avec Hermes car les parents de la jeune fille se sont plaints auprès d'Hermes que le marxiste athée Agnoli détourne la jeunesse. Rassuré dans l'immédiat par les fiançailles de ce dernier avec Barbara Görres en 1962, Hermes retire pourtant à Agnoli son poste d'assistant lorsqu'il milite en faveur de la reconnaissance de la RDA.

Wolfgang Abendroth, qui a été exclu du SPD en même temps qu'Agnoli et d'autres camarades du SDS, est un ami d'*Ossip K. Flechtheim*, politologue à l'Institut Otto-Suhr (OSI) de l'Université libre de Berlin-Ouest et fondateur en Allemagne de la «futurologie» qu'il a développée en 1943 lors de son exil aux Etats-Unis.[25]

Sur la recommandation d'Abendroth, Flechtheim prend Agnoli comme assistant. Cette même année, Agnoli fait la connaissance

Suite page 4

«Johannes Agnoli, une vie …»
suite de la page 3

de *Peter Brückner* et publiera avec lui, en 1967, «Die Transformation der Demokratie». En 1970, Agnoli devient professeur assistant à l'OSI. Après avoir obtenu son «habilitation», il est titularisé et devient ainsi fonctionnaire à vie. Le sujet de sa thèse concerne une vieille connaissance: Ugo Spirito.

«En 1977 a lieu le premier affrontement d'Agnoli avec les pouvoirs publics.»[26] L'étudiant *Klaus Hülbrock* a publié sous le pseudonyme de *Mescalero* une «nécrologie» du procureur général *Siegfried Buback* assassiné par la *Bande Bader-Meinhof*. Il y exprime la «joie secrète» que lui procure «l'assassinat de Buback».[27] Agnoli publie à nouveau ce tract en arguant qu'il s'agit d'un refus de la violence. Lors du procès de Berlin, ils sont acquittés après qu'ils aient transformé la salle d'audience en une scène d'agit-prop.[28] Agnoli raconte avec fierté que les gens disaient dans les couloirs: «Ces professeurs font de la salle d'audience une salle de cours.»[29] Il est significatif qu'à propos de son passé de membre de la Waffen-SS et de sa qualité de partisan du fasciste de gauche Ugo Spirito, Agnoli explique dans son intervention que le terme «fascisant» désigne une «tendance inconsciente et endémique qui […] se répand dans la pensée et l'action, s'empare de nous et peut aussi, sans que nous le voulions, s'enraciner dans nos esprits, même dans nos esprits.»[30]

L'«engagement politique résolu» d'Agnoli commence à la fin de 1966. Lui et d'autres leaders de l'«Alte-Keulen-Riege» qui ont déjà terminé leurs études et qui «ont une grande expérience de l'organisation»[31] fondent la «Novembergesellschaft», société secrète baptisée ainsi d'après la Révolution d'octobre, qui a eu lieu en novembre. Sa femme en devient la secrétaire générale. Agnoli en énumère les membres: *Horst Mahler, Klaus Meschkat, Ernst-Randolf Lochmann* (aujourd'hui Verts)*, Urs Müller Plantenberg* (aujourd'hui Verts)*, Solveig Ehrler, Rosi Raschnik*.[32]

Horst Mahler notamment, la force motrice de la société, s'attend à ce que «le SPD se scinde après la formation de la Grande Coalition et que le SDS ne soit pas en mesure d'accueillir les adversaires de la Grande Coalition qui ne sont pas des étudiants, si bien qu'on envisage la création d'un nouveau parti.»[33] Le chef du SDS *Wolfgang Levevre* décrit la Novembergesellschaft de la manière suivante: «La Novembergesellschaft se considérait comme l'avant-garde socialiste qui stabilise de l'extérieur les groupuscules comme le SDS et les met sur le droit chemin.»[34] A ce sujet, Barbara Görres Agnoli évoque une discussion remarquable au sein de la Novembergesellschaft «au cours de laquelle il fut question de *Rudi Dutschke.* Horst Mahler mit fin au débat en disant: Nous le mettrons en avant et ensuite nous le lâcherons, en appuyant son propos d'un geste correspondant.»[35] A sa femme qui manifestait son indignation, Agnoli dit que c'était typique de Mahler, qu'il estimait encore à l'époque.»[36] A la question de savoir qui représentait ce «nous», personne ne répondit.

D'autres sources mentionnent d'autres membres de la Novembergesellschaft: *Walter Barthel, Dietrich Staritz, Ulrich K. Preuss, Lothar Pinkall, Bernhard Blanke* et *Carl Guggomos.*[37]

Carl Guggomos, journaliste au «Berliner Extra-Dienst» *(ed)*, était l'informateur de la Stasi «Gustav».

Walter Barthel, directeur du l'ed, était l'informateur «Kurt».[38] Le Ministère de la Sûreté (MfS) leur procurait du matériel.[39] De 1979 à 1982, Guggomos et Barthel dirigent le journal «Die Neue». Barthel, ancien de la RDA, membre des Jeunesses allemandes libres et du Parti socialiste unifié d'Allemagne (SED) et officier politique de la police populaire, dirigea pendant 3 ans, depuis 1958, à Cologne, pour l'Office fédéral pour la protection de la Constitution [Services secrets intérieurs ouest-allemands *n.d.t.*], le journal «der dritte Weg», officiellement organe de l'IG-Metall.[40] En même temps, il était agent dudit Office.[41]

En 1960, il devient secrétaire de la section berlinoise du SDS.[42] (soit dit en passant, au Bureau national du SDS siège en outre *Peter Heilmann*, informateur de la Stasi sous le pseudonyme de «Pepperkorn».)[43]

Dietrich Staritz, ami de Walter Barthel est également un informateur de la Stasi («Erich») et en même temps de l'Office fédéral de la protection de la Constitution.[44]

Barthel et Guggomos, tous les deux journalistes à «Heute», reprennent en 1967 la rédaction du «Berliner Extrablatt» fondé par la Novembergesellschaft.[45] Ce journal disparaît rapidement[46] et à l'initiative de Guggomos, la Novembergesellschaft crée, en mai 1967, le «Berliner-Extra-Dienst» qui est régulièrement cofinancé par la RDA.[47]

En 1967, la Novembergesellschaft fonde le *Club républicain (RC)* à Berlin. Selon Agnoli, il était le «centre de la gauche» et «représentait l'action politique directe».[48] A sa tête, il y avait Agnoli, Horst Mahler (SDS), Ossip K. Flechtheim, *William Borm, Hans Magnus Enzensberger*, *Wilfried Gotschalch, Ekkehard Krippendorff*, Klaus Meschkat (président du SDS), *Nikolaus Neumann, Wolfgang Neuss*, *Lothar Pinkall* (IG-Metall), *Manfred Rexin, Kurt Nevermann* (SPD), *Marianne Regensburger* (RIAS Berlin). Une année après, il y avait déjà en BRD 42 *Clubs républicains* ou *Clubs Voltaire.*[49]

Au sein du RC se crée l'Union des immigrés italiens progressistes, dont est issu le groupe de travail Berlin-Wolfsburg[50] qui édite le journal «L'emigrante in Lotta».[51] Pour eux, Agnoli donne des cours d'économie politique et de marxisme à l'Université technique.[52] Le week-end, on se rend à Wolfsburg pour faire de l'agitation auprès des travailleurs italiens immigrés dans le «camp» situé aux portes des usines VW. Agnoli écrit: «En 1970, nous avons fait exploser le camp. Pour la première fois, 7000 Italiens ont défilé le 1er-Mai dans les rues de Wolfsburg en agitant des drapeaux rouges. […] Puis quelque 100 membres de «groupes K», des camarades, ont voulu prendre la tête du mouvement. […] Alors j'ai saisi le micro et dit: ce ne sont pas les camarades allemands qui marcheront en tête mais nous-mêmes, car nous sommes la révolution.»[53] A Wolfsburg, le Parti communiste (et sa station de *radio Freiheitssender 904)*, le Parti communiste italien (et son organe central *L'Unita)*, *Radio Prague, Radio Budapest,* des groupes K et des étudiants ont fait de l'agitation auprès du «prolétariat» local jusque dans les années 1970.[54]

L'abolition de l'Etat par l'«agnolisme marxiste»

En 1968, Agnoli rédige les «Thesen zur Transformation der Demokratie und zur Ausserparlamentarischen Opposition»,[55] condensé de son ouvrage «Transformation der Demokratie» paru en 1967. Après l'assassinat de *Benno Ohnesorg* par l'agent de la Stasi *Kurras*, ces Thèses constituent une base de discussion stratégique au Club républicain. L'*Opposition extraparlementaire* (APO), qui se radicalise, est appelée à pratiquer l'«autodéfense». Aussi bien Agnoli que Peter Brückner comptent parmi les sympathisants et hébergeurs d'*Ulrike Meinhof.*[56]

La veuve d'Agnoli écrit: «Agnoli était opposé au monopole de l'Etat sur la force. Si tant est que la force soit justifiée, elle l'est dans les deux camps.»[57] «Le refus du monopole de l'Etat sur la violence, c'est la loi du plus fort.» La violence, justifiée dans les deux camps, c'est la guerre civile, la lutte des classes. Agnoli se contentait de ruser: «Ce qui est important, c'est que dans l'usage de la violence, la raison l'emporte toujours», dit Agnoli en 2001.[58] Comme Marx refusait la raison comme étant une chimère bourgeoise, Agnoli peut dire ici: «La guerre est la mère de toutes choses.» Par conséquent, pour l'extrémiste qu'il est, «la violence est un moyen de combat, […] elle ne se confond donc pas avec l'objectif».[59] Il existe donc une ligne idéologique qui va de Hegel et de Marx à la «tolérance répressive» de *Marcuse* – lequel approuve la violence «de gauche» et condamne la violence «de droite» – et à la transformation de la démocratie en passant par le fascisme d'Ugo Spirito. Agnoli écrit: «Le peuple qui n'est plus représenté, du moins les groupes et classes qui ne sont plus représentées doivent recourir à l'autodéfense pour la démocratie.»[60] De l'interprétation léniniste du système parlementaire comme étant un «Etat du capital» qui ne laisse plus aucune place à l'opposition démocratique, Ulrike Meinhof déduit la nécessité de la guerre civile: «Le type en uniforme est un salaud [ein Schwein], ce n'est pas un homme et on peut donc naturellement le tuer.»[61] En effet, pour Meinhof, la police et les SS, c'est pareil.[62]

Dans l'esquisse biographique consacrée à son mari, Barbara Görres Agnoli écrit: «Il s'est fait un nom grâce à sa ‹Transformation der Demokratie› et à son analyse scientifique du fascisme et de la ‹forme Etat›. La question centrale a toujours été pour lui de savoir comment l'on pouvait venir à bout de cette ‹forme Etat›, c'est-à-dire des rapports de domination du capitalisme bourgeois. De plus en plus nettement, la réponse était: par la subversion»,[63] par la révolution permanente, ou comme Agnoli le fait dire à Marx au début de «Transformation der Demokratie»: «Il faut forcer ces rapports pétrifiés à danser en leur chantant leur propre mélodie.»[64] Dans un entretien avec *Joachim Brun*, Agnoli esquisse les contours de la subversion. Celui qui veut détruire l'Etat a besoin de «patience et d'ironie». «Je pense qu'il est nécessaire d'utiliser les armes des autres. […] détruire le consensus […] de l'intérieur.»[65]

On a également appelé l'«agnolisme marxiste» «tactique jambe d'appui-jambe libre» [Standbein-Spielbein-Taktik]. Selon la théorie d'Agnoli, l'Etat constitutionnel démocratique d'après 1945 est totalement entre les mains du capital. Seule la classe dominante ou ses agents sont représentés au Parlement, si bien que celui-ci ne représente pas le peuple. Dans la société réelle, il y a une opposition entre la classe dominante et la classe opprimée. Si dans cet Etat, le peuple veut se faire entendre, il ne peut le faire qu'en dehors du Parlement car celui-ci s'est complètement isolé du peuple. Aussi l'Opposition extraparlementaire justifiait-elle la violence de la rue (jambe libre) et son «Il faut forcer ces rapports pétrifiés à danser en leur chantant leur propre mélodie.» On pouvait à la rigueur collaborer avec des représentants ou des groupes progressistes du Parlement (jambe d'appui). Mais toutes les forces progressistes – et ici l'extrême-gauchiste Agnoli critique les Verts – sont absorbées par le système et s'adaptent aux «contraintes du système» dès qu'elles entrent au Parlement. Dans le style soixante-huitard d'Agnoli, cette idée s'exprime de la façon suivante: «L'opposition extraparlementaire n'est pas identique à l'antiparlementarisme. Elle représente plutôt la forme normale de participation de groupes mécontents à la vie politique de la démocratie parlementaire et cela en tant que soutien et prolongement de la politique des partis d'opposition parlementaires.»[66] La violence révolutionnaire est aussi «la forme normale de participation de groupes mécontents à la vie politique de la démocratie parlementaire».[67] C'est tout à fait logique, car n'oublions pas le principe antidémocratique d'Agnoli: «Le peuple n'est pas en mesure de se gouverner lui-même.» En 1996, après la chute du Rideau de fer, Agnoli adapte sa théorie «jambe d'appui-jambe libre» à la nouvelle «société de marché mondial» de la globalisation qui ne connaît plus d'Etats nations.[68] Il ne reste plus de l'Etat constitutionnel qu'un appareil de pouvoir. L'Etat de droit constitutionnel a disparu. Selon Agnoli, l'Etat constitutionnel à l'agonie dans la globalisation avait cependant l'avantage d'être un Etat du capital donnant des règles à l'économie et de satisfaire les besoins de participation du peuple. «Politiquement parlant, pense Agnoli âgé, nous n'allions absolument pas vers des lendemains qui chantent car si l'Etat nation disparaît, il doit encore y avoir un contrôle du capital globalisé «et l'on peut se demander si les oligarchies transnationales qui se forment maintenant […] jugeront utile de se soumettre aux règles bourgeoises traditionnelles de la constitutionnalité. La gravité des conflits sociaux qui s'annoncent permet d'en douter.»[69]

Après la destruction de l'Etat nation, la victoire sur le capital reste à remporter car la «société des citoyens libre et égaux» arrive tout d'abord. Une telle société globale sans démocratie, sans séparation des pouvoirs ni Etat de droit, qui constituait l'Etat bourgeois honni, ne peut qu'être dominé par une élite car le credo hégélien d'Agnoli est que «seule une petite minorité élitaire est capable de gouverner». •

(Traduction *Horizons et débats)*

Notes en allemand:

1 Agnoli, Johannes (1967): Die Transformation der Demokratie. In: Görres Agnoli, Barbara (Hg.) (2004): Johannes Agnoli. Die Transformation der Demokratie und verwandte Schriften. Konkret Literatur Verlag. Hamburg, S. 13–94.

2 Görres Agnoli, Barbara (Hg.) (2004): *Johannes Agnoli. Die Transformation der Demokratie und verwandte Schriften.* Konkret Literatur Verlag. Hamburg, S. 7.

3 Görres Agnoli, Barbara (2004): *Johannes Agnoli.* Konkret Literatur Verlag. Hamburg, S. 22.

4 ebd S. 24

5 Agnoli, Giovanni (1941): *Ein Blick auf die Welt im Kampf,* Il Tiziano, Jahr 1/Nr. 1. Zit. nach: Görres Agnoli, Barbara (2004): Johannes Agnoli. Konkret Literatur Verlag. Hamburg, S. 28.

6 Görres Agnoli, Barbara (2004): *Johannes Agnoli.* Konkret Literatur Verlag. Hamburg, S. 24.

7 ebd. S. 29.

8 ebd. S. 29.

9 ebd. S. 29.

10 ebd. S. 29.

11 ebd. S. 30.

12 ebd. S. 29.

13 Goethe-Institut: *Johannes Agnoli. Anarchistischer Marxist und Meister der Subversion,* S. 1.

14 Görres Agnoli, Barbara (2004): *Johannes Agnoli.* Konkret Literatur Verlag. Hamburg, S. 29.

15 Schumann, Wolfgang et al. (1977): *Konzepte für die «Neuordnung» der Welt.* Dietz. Berlin (Ost), S. 126f.

16 Weltherrschaft im Visier, Dokument 153, S. 373ff. Zitiert nach: Schumann, Wolfgang et al. (1977): *Konzepte für die «Neuordnung» der Welt.* Dietz. Berlin (Ost), S. 129.

17 Trotzki, Leo (1914): Der Krieg und die Internationale. In: Deutscher, Isaac et al. (Hg.) (1981): *Leo Trotzki. Politische Erfahrung im Zeitalter der permanenten Revolution.* Suhrkamp. Frankfurt/Main. S. 74, 75, 77.

18 Agnoli, Johannes (1995): Der Markt, der Staat und das Ende der Geschichte. In: Agnoli, Johannes (1967): Die Transformation der Demokratie. In: Görres Agnoli, Barbara (Hg.) (2004): *Johannes Agnoli. Die Transformation der Demokratie und verwandte Schriften.* Konkret Literatur Verlag. Hamburg, S. 203f.

19 ebd. S. 204f.

20 Agnoli, Johannes (1948): Frühjahrswind. Unveröffentlichtes Manuskript. Moascar. Zitiert nach: Görres Agnoli, Barbara (2004): *Johannes Agnoli.* Konkret Literatur Verlag. Hamburg, S. 36.

21 ebd. S. 36.

22 Transkript des Interviews vom 26. Januar 2010 in Tübingen mit Prof. em. Dr. Gerhard Lehmbruch, S. 6.

23 Görres Agnoli Barbara (2004): *Johannes Agnoli.* Konkret Literatur Verlag. Hamburg, S. 80.

24 Vgl. Die Zerstörung des Staates mit den Mitteln des Marxismus-Agnolismus. Johannes Agnoli im Gespräch mit Joachim Bruhn. S. 2. *www.linke-buecher.de/texte/kommunismus/Agnoli-Johannes--Gspraech-ueber-Kommunismus-und-Osso-buco---von---www.mund.at.htm (eingesehen am 26.7.2011)*

25 Wikipedia: Ossip K. Flechtheim. *http://de.wikipedia.org/wiki/Ossip_K._Flechtheim.htm* (3.8.11)

26 Görres Agnoli, Barbara (2004): *Johannes Agnoli.* Konkret Literatur Verlag. Hamburg, S. 56.

27 Wikipedia: Göttinger Mescalero. *http://de.wikipedia.org/wiki/Göttinger_Mescalero.* Htm (3.8.2011)

28 Vgl. Agnoli, Johannes et al. (1979): *«… da ist nur freizusprechen.»* Die Verteidigungsreden im Berliner Mescalero-Prozess. Rowohlt. Hamburg.

29 Görres Agnoli, Barbara (2004): *Johannes Agnoli.* Konkret Literatur Verlag. Hamburg, S. 91.

30 Agnoli, Johannes et al. (1979): *«… da ist nur freizusprechen.»* Die Verteidigungsreden im Berliner Mescalero-Prozess. Rowohlt. Hamburg, S. 83.

31 Fichter, Tilman & Lönnendonker (1977): *Kleine Geschichte des SDS. Der Sozialistische Deutsche Sudentenbund von 1964 bis zur Selbstauflösung.* Rotbuch Verlag. Berlin, S. 101.

32 Görres Agnoli, Barbara (2004): *Johannes Agnoli.* Konkret Literatur Verlag. Hamburg, S. 82.

33 Fichter, Tilman & Lönnendonker (1977): *Kleine Geschichte des SDS. Der Sozialistische Deutsche Sudentenbund von 1964 bis zur Selbstauflösung.* Rotbuch Verlag. Berlin, S. 101. (Vgl. auch: Klein, Thomas (2009): Die DDR und die APO. In: telegraph – ostdeutsche zeitschrift 118/119 2009, S. 3.)

34 ebd. S. 101, Fussnote 159.

35 Görres Agnoli, Barbara (2004): *Johannes Agnoli.* Konkret Literatur Verlag. Hamburg, S. 130.

36 ebd. S. 130.

37 Vgl. Klein, Thomas (2009): Die DDR und die APO. In: telegraph – ostdeutsche zeitschrift 118/119 2009. Anm. 42. *www.schattenblicke.de/infopool/medien/altern/tele-107.html* (26.7.2011)

38 Wikipedia: Carl Guggomos. *http://wikipedia.org/wiki/Carl_Guggomos.html* (26.7.2011)

39 Vgl. Wikipedia: Carl Guggomos. in den Anmerkungen 3,4,8 und 9 zitierte Quellen.

40 Wikipedia: Walter Barthel. *http://wikipedia.org./wiki/Walter_Barthel_(Journalist).html.* (26.7.2011), S. 1.

41 edd. S. 1.

42 Knabe, Hubertus: «Ein sehr bedauerlicher Unglücksfall». *http://www.faz.net/s/Rub0FA9A4B1B13749AC97BC3B6889482661/Doc~EDFA02DA2CE144CEDB08AA4668EA79533~ATpl~Ecommon~Scontent.html* (26.7.2011)S. 3.

43 ebd.S. 3.

44 ebd. S. 4.
Wikipedia: Walter Barthel. *http://wikipedia.org./wiki/Walter_Barthel_(Journalist).html. (26.7.2011), S. 2.*

45 Rote Presse Korrespondenz: Warum eine neue Korrespondenz? Gründungserklärung der «RPK»-Redaktion vom 22.2.1969. *www.infopartisan.net/archive/1967/266742.html* (26.7.2011), S. 2.

46 Extra-Dienst GmbH: Extra über uns. Redaktionskollektiv will «Enteignung». In: *Extra-Dienst* vom 5.2.1969. *www.infopartisan.net/archive/1967/266742.html* (26.7.2011), S. 2.

47 Wikipedia: Walter Barthel. *http://wikipedia.org./wiki/Walter_Barthel_(Journalist).html.* (26.7.2011), S. 1.

48 Görres Agnoli, Barbara (2004): *Johannes Agnoli.* Konkret Literatur Verlag. Hamburg, S. 83

49 Vgl. Wikipedia: Republikanischer Club. *http://de.wikipedia.org/wili/Republikanischer_Club.html* (1.8.2011)

50 Görres Agnoli, Barbara (2004): *Johannes Agnoli.* Konkret Literatur Verlag. Hamburg, S. 84.

51 Richter, Hedwig & Richter, Ralf: *Italienische «Gastarbeiter» im Ost-West-Konflikt. Kommunistische Propaganda und Überwachung zwischen Italien, BRD und DDR in den 1960er Jahren,* S. 462.

52 Görres Agnoli, Barbara (2004): *Johannes Agnoli.* Konkret Literatur Verlag. Hamburg, S. 84.

53 ebd. S. 84f.

54 Richter, Hedwig & Richter, Ralf: *Italienische «Gastarbeiter» im Ost-West-Konflikt. Kommunistische Propaganda und Überwachung zwischen Italien, BRD und DDR in den 1960er Jahren,* S. 462.

55 Agnoli, Johannes (1968): Thesen zur Transformation der Demokratie und zur ausserparlamentarischen Opposition. In: *neue kritik* Nr. 47, April 1968, 9. Jg., S. 24–33. [Herausgegeben vom Bundesvorstand des Sozialistischen Deutschen Studentenbundes SDS]

56 Ditfurth, Jutta (2009): *Ulrike Meinhof.* Ullstein. Berlin, S.288.

57 Görres Agnoli, Barbara (2004): *Johannes Agnoli.* Konkret Literatur Verlag. Hamburg, S. 76.

58 ebd. S. 77.

La catastrophe du «keynésianisme militaire»

Les vraies raisons de l'effondrement des Etats-Unis

*par Chalmers Johnson**

ev. Le texte ci-dessous – dont nous publions des extraits – a été rédigé en janvier 2008 par Chalmers Johnson, décédé en 2010. Il est aujourd'hui tout aussi actuel qu'il y a trois ans. Si les Etats-Unis l'avaient écouté, ils ne seraient pas exposés maintenant aux critiques sans équivoque émises par la Chine. Les recommandations du Chef d'état-major de l'Armée populaire de libération, Chen Bingde, et les demandes sans ambiguïté de l'Agence de presse nationale chinoise Xinhua interviennent à la suite du fait que les USA – malgré la faillite menaçante de l'Etat – n'ont pas réduit leur budget de la Défense en 2011, qu'ils l'ont même augmenté. L'analyse de Chalmers Johnson qui explique que les dépenses militaires réelles des Etats-Unis sont beaucoup plus élevées que le budget du Pentagone, sont à prendre aujourd'hui tout autant au sérieux qu'en 2008.

ev. Par un commentaire clair et net, l'agence de presse officielle de Chine *Xinhua* (le 6 août) a pris position pour la première fois par rapport aux crédits américains à long terme dégradés par *Standard & Poors:* «Le gouvernement américain doit s'arranger avec le fait que les bons vieux jours sont définitivement passés, où il a facilement réussi à sortir du bourbier fait maison par des emprunts. Il devrait mettre fin à la vieille pratique qui a pris l'économie internationale en otage pour sa politique électorale interne, et qui a bien garnis des pays ayant de plus grands excédents de ménage pour combler ses déficits perpétuels.»

Selon le «New York Times» du 11 juillet, le chef d'état-major général de l'armée de libération du peuple chinois, *Chen Bingde,* a donné son avis il y a trois semaines déjà lors d'une visite aux USA: «Les Etats-Unis sont toujours en train de se remettre de la crise financière et leur économie est toujours en difficultés. Il serait préférable que vous ne dépensiez pas autant d'argent pour l'armée et un peu plus pour d'autres domaines, afin de jouer ainsi un rôle très positif, un rôle constructif en faveur de la paix mondiale et de la stabilité.»

Le budget militaire de la Chine est le deuxième du monde avec 95 milliards de dollars pour 2011 tandis que Washington a adopté des dépenses de défense de 650 milliards de dollars.

Sources: http://news.xinhuanet.com/english2010/indepth/2011-08/06/c_131032986_2.htm; www.nytimes.com/2011/07/12/world/Asia/12 china.html

La confiance mondiale dans l'économie américaine est tombée à zéro, à preuve l'effondrement du marché des actions du mois dernier [décembre 2007!]. Outre la crise hypothécaire, la bulle immobilière et la probabilité d'une récession, l'économie américaine présente une anomalie énorme: 60 ans de mauvaise attribution des ressources et des prêts pour instaurer et maintenir un complexe militaro-industriel en tant que base de la vie économique du pays.

Par conséquent, les Etats-Unis se trouvent au début de l'année 2008 dans la situation anormale de ne plus pouvoir financer leur niveau de vie élevé et leurs activités militaires démesurée et dilapidatrices. […] Cette totale irresponsabilité budgétaire a été masquée par de nombreuses manipulations financières (comme celle qui consiste à nous faire prêter par les pays les plus pauvres des sommes d'argent d'une ampleur sans précédent), mais l'heure de vérité approche rapidement.

Défense sans liens avec la sécurité nationale

Cette crise de la dette se présente sous trois aspects. Premièrement, durant l'exercice en cours (2008), nous dépensons des sommes folles sur des projets de «défense» qui n'ont aucun lien avec la sécurité nationale des Etats-Unis. En même temps, nous maintenons le taux d'imposition des couches les plus riches de la population américaine à des niveaux extrêmement bas.

Les dépenses militaires ne sont pas la base d'une industrie saine

Deuxièmement, nous continuons de croire que nous pouvons compenser l'érosion accélérée de notre base industrielle et la perte de nos emplois en faveur de pays étrangers par le biais de dépenses militaires massives – ce que l'on appelle «keynésianisme militaire», que je discute en détail dans mon livre «Nemesis: The Last Days of the American Republic.» Par keynésianisme militaire, je veux parler de la croyance erronée selon laquelle des politiques publiques axées sur des guerres fréquentes, d'énormes dépenses d'armement et de munitions, et de grandes armées permanentes peuvent soutenir indéfiniment une économie capitaliste prospère. En fait c'est l'inverse qui est vrai.

Le système d'éducation publique se détériore de façon alarmante

Troisièmement, dans notre dévotion au militarisme (malgré nos ressources limitées), nous ne parvenons pas à investir dans notre infrastructure sociale et dans ce que requiert la santé à long terme de notre pays. C'est ce que les économistes appellent des «coûts d'opportunité», des choses non réalisées parce que nous avons dépensé notre argent pour autre chose. Notre système d'éducation publique s'est détérioré de façon alarmante. Nous n'avons pas réussi à fournir des soins de santé à tous nos citoyens et négligeons nos responsabilités en tant que pollueur mondial numéro un. Chose plus importante encore, nous avons perdu notre compétitivité en tant que fabricant de biens à destination de la société civile – une activité pourtant infiniment plus efficace quant à l'utilisation de ressources limitées que la fabrication d'armes. Permettez-moi de discuter de chacun d'eux.

La catastrophe budgétaire

Rien ne peut dépasser la prodigalité des dépenses militaires de notre gouvernement. Les dépenses prévues par le Département de la Défense pour l'exercice 2008 sont plus importantes que l'ensemble des budgets militaires de toutes les autres nations réunies. Le budget supplémentaire pour payer les guerres actuelles en Irak et en Afghanistan, qui ne fait pas partie du budget officiel de la Défense, est lui-même plus important que la somme des budgets militaires de la Russie et de la Chine.

Les dépenses liées à la Défense pour l'exercice 2008 dépasseront 1 000 milliards de dollars pour la première fois dans l'histoire. Les États-Unis sont devenus les plus gros vendeurs au monde d'armes et de munitions à d'autres nations. Sans même prendre en compte les deux guerres en cours du président Bush, les dépenses de Défense ont doublé depuis le milieu des années 1990. Le budget de la Défense pour l'exercice 2008 est le plus important depuis la Seconde Guerre mondiale. [Entre-temps le budget 2011 a été accepté: avec des dépenses encore plus élevées, ndlr.]

Avant que nous nous efforcions d'analyser ces sommes gigantesques, il faut procéder à une mise en garde d'importance. Les chiffres des dépenses de Défense sont notoirement peu fiables. Les chiffres publiés par le *Congressional Reference Service* et le *Congressional Budget Office* ne sont pas concordants. *Robert Higgs,* expert en économie politique à l'*Independent Institute,* déclare: «Une méthode d'estimation éprouvée consiste à prendre comme chiffre de base le budget total annoncé

Suite page 6

* *Chalmers Johnson* est né à Phoenix, Arizona en 1931. Après avoir fait des études d'économie et de politologie, il a enseigné entre 1962 et 1992 la science politique et les relations internationales à l'*University of California* à Berkeley et à San Diego. Aux deux universités, il tenait une chaire de politique asiatique. Il était président à Berkeley du *Center for Chinese Studies* et président du Department of Political Science. Il visitait le Japon pour la première fois en 1953 en tant qu'officier de la marine. Depuis 1961, il y a vécu et travaillé presque chaque année avec sa femme, l'anthropologue *Sheila K. Johnson.* En outre, Johnson était conseiller de la CIA et *il est considéré comme l'un des experts les plus solides de la politique asiatique des Etats-Unis.* Il était président du *Japan Policy Research Institute* (JPRI), un institut de recherche, une organisation d'utilité publique pour la recherche et les affaires publiques qui se consacrent surtout à l'*information sur le Japon et sur les relations internationales dans l'espace du Pacifique.* Johnson a écrit de nombreux livres. Dans ses dernières publications, il critiquait de manière claire et nette la militarisation croissante de la politique extérieure américaine.

(Voir aussi: Chalmers Johnson: «Blowback. The Costs of the American Empire» (Metropolitan Books, New York, 2001) et «The Sorrows of Empire. Militarism, Secrecy, and the End of the Republic» (2004), et «Nemesis: The Last Days of the American Republic» (2006).)

Comment l'Afghanistan va finir

Les Etats-Unis perdent, l'Islam gagne et une nouvelle génération de musulmans rejoint le djihad

*par Michael F. Scheuer**

Ces jours-ci, deux truismes semblent convenir au débat sur l'Afghanistan: «Si tu ne comprends pas ton ennemi, tu seras vaincu par lui.» et «Si tu ne tues pas tes ennemis, ils te tueront.» Les leaders politiques et militaires américains ainsi que l'administration n'ont ni essayé de comprendre ce qui motivait les talibans et leurs alliés ni essayé de les tuer massivement. Par conséquent ils ont maintenant atteint un point de non-retour: ils sont au seuil d'une défaite extrêmement humiliante qu'ils ne peuvent pas dissimuler.

Il faudrait bien garder en mémoire les quatre points suivants quand on entend les sottises proférées par *Obama, Brennan, Clinton, Levin, Petreaeus* et les premiers ministres *Cameron* (Grande-Bretagne) et *Harper* (Canada) à propos d'une «solution négociée» pour l'Afghanistan.

1. Les Etats-Unis et leurs alliés de l'OTAN ont déjà annoncé leur défaite face aux Moudjahidin d'Afghanistan. L'Amérique et la Grande-Bretagne commenceront à retirer leurs troupes le mois prochain – à un moment où les Moudjahidin ont le dessus sur les champs de bataille, où le gouvernement de *Karzai* a entièrement infiltré les forces de sécurité et de l'armée et dispose d'importants moyens financiers, d'armes et de volontaires qui leur sont fournis par leurs sponsors de la péninsule arabique.

2. Les talibans ont pris connaissance de l'annonce de la capitulation de la coalition Etats-Unis/OTAN et ils n'ont aucune raison de supposer qu'il y a encore un reste de volonté de combattre, du côté de l'Occident, surtout après avoir, cette semaine, entendu Obama exprimer son manque fâcheux d'esprit sanguinaire en pleurnichant des excuses à l'endroit des victimes civiles afghanes. Cette guerre est un jeu à somme nulle pour les talibans, les autres Moudjahidin et le Pakistan – idée dont l'Occident pense qu'elle n'a plus cours – et les affirmations des Etats-Unis et de l'OTAN sur un probable compromis avec les Moudjahidin ne sont que des paroles creuses destinées à donner un espoir – tout à fait illusoire – aux populations occidentales.

3. Etant donné le prochain retrait des troupes de l'OTAN, du manque de volonté occidentale et de l'inefficacité des forces armées de Karzai, les talibans et leurs alliés vont poursuivre leur stratégie des mille coups d'épée dans l'eau et Obama et ses homologues des pays de l'OTAN vont continuer à s'entretenir entre eux et avec les médias sur la paix honnêtement négociée qui est imminente. L'armée et les services secrets du Pakistan vont augmenter leur aide aux talibans et à leurs alliés afin de s'assurer que le régime de Karzai et la présence de l'Inde en Afghanistan seront éliminés après le retrait de l'OTAN car ils en ont assez de l'obstination de leurs alliés occidentaux amollis à leur dire que c'est le devoir du Pakistan de se sacrifier et de gagner la guerre pour l'Occident. Le Pakistan sera soutenu par les régimes de la péninsule arabique qui tiennent beaucoup à ce que soit réinstallé à Kaboul un gouvernement islamiste qui empêchera la propagation du chiisme en Afghanistan et en Asie centrale.

4. Si la coalition Etats-Unis/OTAN se retire ou est chassée par les Moudjahidin, les talibans et leurs alliés a) réintroduiront un gouvernement islamiste qui dirigera une

Suite page 8

* *Michael F. Scheuer* a été pendant 22 ans, jusqu'en 2004, agent de la CIA et il y a dirigé, de 1995 à 1999, l'unité spéciale qui s'occupait d'Oussama ben Laden. Après les attaques terroristes du 11 septembre 2001, il fut le conseiller de cette unité. C'est une des personnes les plus exposées de la lutte contre le terrorisme aux Etats-Unis. Il s'est fait connaître officiellement en 2004 sous le pseudonyme d'Anonymous, auteur de l'ouvrage «Imperial Hubris», dans lequel il règle son compte à la politique étrangère américaine. Il vit dans les environs de Washington D.C. où il travaille comme professeur à la Georgetown University et en tant qu'expert de diverses chaînes de télévision pour les questions de sécurité. Il a écrit:

Through our Ennemies' Eyes: Osama Bin Laden, Radical Islam and the Future of America, 2003, publication anonyme

Imperial Hubris: *Why the West Is Losing the War on Terror*, 2004, publication anonyme

Marching Toward Hell: America and Islam After Iraq, 2008

Osama Bin Laden, Oxford University Press, 2011

«Johannes Agnoli, une vie …»

suite de la page 4

59 *Görres Agnoli, Barbara (2004): Johannes Agnoli. Konkret Literatur Verlag. Hamburg, S. 77.*

60 Agnoli, Johannes (1968): Thesen zur Transformation der Demokratie und zur ausserparlamentarischen Opposition. In: *neue kritik* Nr. 47, April 1968, 9. Jg., S. 24–33. [Herausgegeben vom Bundesvorstand des Sozialistischen Deutschen Studentenbundes SDS], S. 31.

61 Ditfurth, Jutta (2009): *Ulrike Meinhof.* Ullstein. Berlin, S. 287.

62 ebd. S.334.

63 Görres Agnoli, Barbara (2004): *Johannes Agnoli.* Konkret Literatur Verlag. Hamburg, S. 65.

64 Johannes Agnoli. *Die Transformation der Demokratie und verwandte Schriften.* Konkret Literatur Verlag. Hamburg, S. 13.

65 Vgl. Die Zerstörung des Staates mit den Mitteln des Marxismus-Agnolismus. Johannes Agnoli im Gespräch mit Joachim Bruhn. S. 3. *www.linke-buecher.de/texte/kommunismus/Agnoli-Johannes--Gespraech-ueber-Kommunismus-und-Osso-buco---von---www.mund.at.htm* (eingesehen am 26.7.2011)

66 Agnoli, Johannes (1968): Thesen zur Transformation der Demokratie und zur ausserparlamentarischen Opposition. In: *neue kritik* Nr. 47, April 1968, 9. Jg., S. 24–33. [Herausgegeben vom Bundesvorstand des Sozialistischen Deutschen Studentenbundes SDS]

67 ebd.

68 Agnoli, Johannes (1996): Der Markt, der Staat und das Ende der Geschichte. In: Agnoli, Johannes (1967): Die Transformation der Demokratie. In: Görres Agnoli, Barbara (Hg.) (2004): *Johannes Agnoli. Die Transformation der Demokratie und verwandte Schriften.* Konkret Literatur Verlag. Hamburg, S. 203.

69 ebd. S. 209.

L'idée coopérative est un concept vivace valable pour les 150 prochaines années

Interview de Torsten Lorenz[*]

Horizons et débats: Il y a 4 ans, les «Dresdner Hefte» ont publié votre article intitulé «Die Entstehung des europäischen Genossenschaftsgedankens» («La genèse de l'idée coopérative européenne») (cf. «Horizons et débats», n°s 9 et 10 des 7 et 14 mars 2011). Maintenant que le monde s'achemine vers une nouvelle crise économique, l'idée coopérative ne prend-elle pas toute son importance?

Torsten Lorenz: Au préalable, je dois rappeler que je suis historien de l'économie et des sociétés si bien que j'ai une vision de la réalité économique qui diffère un peu de celle d'un économiste, par exemple. Nous autres historiens, on nous appelle parfois, par plaisanterie, des «prophètes au regard tourné vers le passé» et comme nous nous intéressons avant tout au passé, nous évitons en général les grands pronostics. Quand je rédigeais mon essai sur la genèse de l'idée coopérative, je ne me doutais pas que cette idée d'une économie fondée sur la coopération serait bientôt si actuelle.

La crise financière actuelle a différentes causes, dont les effets se superposent et sont donc difficiles à distinguer. Le point de départ de la crise actuelle a été la «crise des subprimes» aux Etats-Unis qui a été déclenchée par une mauvaise politique en matière de promotion de la construction de logements. Lorsque, depuis la fin de 2006, les défauts de payement des crédits hypothécaires s'accroissaient, le système des obligations réciproques a été ébranlé; certaines banques ont fait faillite et l'Etat en a sauvé d'autres pour éviter l'effondrement du système financier mondial. A la fin de 2008, la crise a atteint l'économie réelle également et les grandes nations économiques ont enregistré des baisses considérables de leurs activités économiques. Finalement, il s'est avéré que certains pays de la zone euro avaient mal géré leur budget et rencontraient de graves problèmes. Et, pour couronner le tout, les Etats-Unis sont menacés d'insolvabilité.

Je n'irai pas aussi loin que le grand historien britannique *Eric J. Hobsbawm* qui, lors d'une interview accordée à l'hebdomadaire «Stern» en mai 2009, a prédit la fin du capitalisme. Hobsbawm n'avait pas le choix, puisqu'il est marxiste! Il y a toujours eu des crises économiques, à commencer par la «crise de la tulipe» des années 1630, et bien qu'elles aient provoqué des redistributions de fortunes, ni le monde ni le capitalisme n'ont sombré. Dans les crises financières, y compris dans l'actuelle, on a affaire à une sorte de mouvement ondulatoire dans lequel les investisseurs institutionnels aussi bien que les spéculateurs se retirent d'un marché pour se lancer dans un autre afin d'optimiser leurs gains et de réduire les risques de pertes. Ce sont là les lois du marché. Il en fut ainsi lors de la crise économique mondiale de 1929 et ce n'est pas différent aujourd'hui. Maintenant, il est vrai, la mondialisation accentue les effets, notamment l'interdépendance globale des marchés financiers. Elle recèle d'énormes possibilités de gains pour les petits investisseurs aussi bien que pour les grands comme les fonds de pension, mais en même temps d'énormes dangers car, comme nous le voyons actuellement, la crise d'un des acteurs du marché peut entraîner celle de tout le système.

En même temps, on ne peut pas ne pas avoir l'impression qu'une cause cachée – et, pour autant que je sache, dont personne ne tient compte – de la crise actuelle consiste dans la fin du socialisme: L'opposition des systèmes économiques et l'ignorance par le «monde occidental» de la situation économique catastrophique qui régnait au sein du bloc de l'Est ont contribué à modérer les acteurs du marché, par exemple en République fédérale d'Allemagne dans le cadre de l'«économie sociale de marché». Depuis la fin de l'opposition Est-Ouest, le concurrent politique mondial du camp «occidental» a disparu et le capitalisme a été vainqueur sur toute la ligne. La victoire de la pensée néolibérale au niveau des idées correspondait à la dérégulation en politique: le démon du capitalisme est sorti de sa bouteille et il sera difficile de l'y enfermer à nouveau.

C'est pourquoi je considère qu'il est nécessaire de l'endiguer. L'idée coopérative et d'autres formes d'économie communautaire me semblent en être une excellente piste. Il serait pourtant nécessaire d'effectuer une propagande active en leur faveur, et – ce qui ne me paraît pas moins important – de promouvoir l'économie comme matière d'enseignement dans les écoles de formation générale. Dans ce domaine, on constate en Allemagne que beaucoup de choses sont en piteux état et j'ai du mal à comprendre que, face à la place centrale qu'occupe l'économie dans le monde moderne, la discipline *économie* ne figure pas encore dans tous les programmes scolaires. D'ailleurs, depuis leur apparition au milieu du XIXe siècle, les coopératives se sont consacrées à l'éducation économique. Outre leur objectif économique, la promotion des entreprises membres, elles avaient toujours des objectifs sociaux consistant – les études historiques le montrent – à promouvoir une formation économique générale parmi ses membres. C'est là aussi une réalisation historique des coopératives.

Où peut-on constater, dans l'espace germanophone et au-delà, que l'idée coopérative non seulement se répand mais s'étend à de nouveaux domaines?

L'idée coopérative n'a à vrai dire pas besoin d'être reprise car elle est toujours vivace. Il faut pourtant tenir compte du fait que, de même que ses réalisations institutionnelles, les coopératives en activité sur le marché, elle a changé. Aujourd'hui, plus que jamais, les coopératives sont exposées au vent glacial du marché. Les coopératives de consommation sont, là où elles ont survécu, en concurrence directe avec le commerce de détail privé, surtout les discounters. En Allemagne, surtout en raison d'une mauvaise gestion dans le cadre du système corporatiste, elles n'ont pratiquement pas survécu à cette concurrence, mais elles subsistent dans le cadre régional.

Les coopératives de crédit allemandes se sont avérées extrêmement solides et efficaces. Elles disposent d'un modèle commercial simple et clair, recevant avant tout les dépôts de leurs clients et accordant des crédits à des clients privés ou commerciaux. Leurs établissements centraux se répartissant en établissements spécialisés à caractère suprarégional ou international aussi bien que régional. Leurs mandats obéissent aux principes de durabilité et de transparence. Or, le principe régionaliste – la limitation de leurs activités à un domaine bien défini – permet de discerner plus facilement les risques d'un crédit. Finalement, les coopératives de crédit peuvent, en raison de leur organisation, se concentrer sur leur activité principale et sont assez bien immunisées contre les méthodes de gestion en partie responsables de la crise actuelle. Les coopératives de crédit allemandes ont résisté avec succès à la crise économique et se sont imposées comme un facteur de stabilité économique. L'histoire nous montre que les coopératives ont été couronnées de succès là où elles ont su participer à l'économie de marché, s'adapter aux conditions variables du marché et se concentrer sur leur activité principale. Les facteurs clefs de ce succès ont été leur capacité d'adaptation et leur conservatisme sain.

Même si les chiffres parlent en faveur des coopératives, certains scientifiques européens proposent de donner une place plus importante dans l'opinion publique et l'action des politiques à l'idée coopérative, conçue comme un modèle d'économie orientée vers l'intérêt général.

Sur quels fondements théoriques encore importants aujourd'hui l'idée coopérative repose-t-elle?

L'idée coopérative, sous sa forme européenne, est un mélange d'éléments individualistes et collectivistes: Les membres se réunissent au sein d'une entreprise collective reposant sur le volontariat pour promouvoir ensemble l'entreprise. Ils gardent leur autonomie, collaborant dans le cadre de l'entreprise commune. Ainsi la coopérative s'intègre très bien dans une économie de marché tout en y apportant des éléments orientés vers l'intérêt général. Elle s'oppose à l'atomisation et à la devise «chacun pour soi et contre tous.» En effet l'entreprise commune ne peut prospérer et promouvoir la prospérité économique des membres que par le biais de la coopération. L'idée coopérative présuppose une «attitude favorable à la coopération» qui a été suffisamment décrite par les anthropologues, les sociologues et les spécialistes des coopératives. Il s'agit là d'une constante anthropologique qui nécessite pourtant des efforts permanents en vue de propager l'idée que le succès économique s'obtient souvent mieux par la coopération que par la poursuite individuelle d'intérêts économiques.

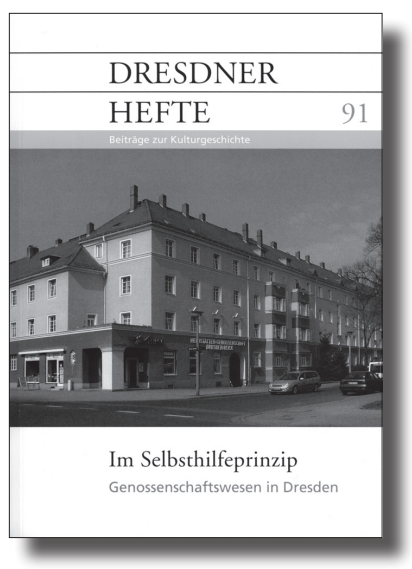
De plus, l'idée coopérative est absolument démocratique: chaque membre ne peut souscrire qu'une part et n'a donc droit qu'à une voix à l'assemblée générale, organe de décision suprême de la coopérative. Ce principe «one man – one vote» qui distingue la coopérative des sociétés anonymes de capitaux est – en dépit de quelques modifications effectuées afin de promouvoir la compétitivité sur le marché (et qui prouvent la flexibilité de la coopérative) – un principe d'airain en matière de coopératives. D'un point de vue historique, on pourrait affirmer que les coopératives ont bel et bien constitué une porte d'entrée de la démocratie dans la société puisqu'elles introduisaient des procédures démocratiques à une époque où de grandes parties de l'Europe ne connaissaient pas les régimes démocratiques.

Quel avenir l'idée coopérative a-t-elle et de quels facteurs dépend son développement?

Je suis assez optimiste quant à l'avenir de l'idée coopérative et des institutions qui la portent: les coopératives elles-mêmes et leurs unions. Les coopératives ont fait preuve de leur énorme capacité d'adaptation et de transformation. Dans nos économies, elles constituent un secteur important aujourd'hui, même s'il est souvent sous-estimé et négligé par le public. Il serait souhaitable que les politiques, notamment, prennent mieux en considération les acquis spirituels et économiques des coopératives et les promeuvent. Après tout, ce sont en particulier les banques coopératives qui se sont avérées des agents de stabilité dans la crise économique actuelle.

L'idée coopérative s'est avérée, ces 150 dernières années, un concept vivace et suffisamment souple pour contribuer aux changements profonds de l'économie et de la société pendant cette époque. Je suis sûr qu'elle restera, dans les 150 années à venir, un facteur important de la vie économique en Europe. •

(Traduction *Horizons et débats*)



* *Thorsten Lorenz* est, à l'Université Charles de Prague, professeur détaché dans le cadre des échanges universitaires allemands. Il y fait des recherches et enseigne au sein de l'Institut d'histoire économique et sociale. Parallèlement, il est chargé de cours à l'Institut des sciences historiques et à l'Institut d'Asie centrale de l'Université Humboldt de Berlin. Il s'est notamment spécialisé dans l'histoire des coopératives. Actuellement, il prépare sa thèse d'«habilitation» sur «les coopératives en Europe de l'Est et centrale de 1850 à 1940».

«La catastrophe du …»

suite de la page 5

par le Pentagone (toujours très médiatisé) puis de le multiplier par deux».

Même une lecture superficielle des articles de journaux concernant le Département de la Défense met en évidence de grandes différences dans les statistiques relatives à ses dépenses. Quelque 30 à 40% du budget de la Défense sont «noirs», ce qui signifie que ces sections contiennent des dépenses dissimulées destinées à des projets tenus secrets. Il n'est pas possible de savoir ce qu'elles comprennent ou si le total de leurs montants est exact. […]

Lors de l'examen du budget de la Défense 2008, tel qu'il a été présenté à la presse le 7 février 2007, j'ai été guidé par deux analystes expérimentés et fiables: *William D. Hartung* de la *New America Foundation's Arms and Security Initiative* et *Fred Kaplan,* correspondant sur les questions de Défense de *Slate.org*. Tous deux conviennent que le Département de la Défense a demandé 481,4 milliards de dollars pour les salaires, les opérations (à l'exception de l'Irak et de l'Afghanistan), et l'équipement.

Ils sont également d'accord sur un chiffre de 141,7 milliards de dollars pour le «complément» de budget destiné à mener la «guerre mondiale contre le terrorisme» – qui correspond aux deux guerres en cours, que le grand public peut penser être couvertes par le budget de base du Pentagone.

Le Département de la Défense a également demandé un supplément de 93,4 milliards de dollars pour payer des frais de guerre remontant à 2007 et, de manière plus créative, une «allocation» (un nouveau terme dans les documents des budgets de la Défense) supplémentaire de 50 milliards de dollars à imputer de l'exercice budgétaire 2009. Cela conduit à un total de dépenses requises par le Département de la Défense de 766,5 milliards de dollars.

Mais il y a beaucoup plus. Dans une tentative visant à dissimuler la véritable taille de l'empire militaire américain, le gouvernement a longtemps caché des dépenses militaires majeures liées à d'autres départements que celui de la Défense.

Par exemple, 23,4 milliards de dollars dévolus au Département de l'Energie vont vers l'élaboration et le maintien d'ogives nucléaires, et 25,3 milliards de dollars du budget du Département d'Etat sont consacrés à l'assistance militaire étrangère (surtout pour Israël, l'Arabie saoudite, le Bahreïn, le Koweït, Oman, le Qatar, la République Arabe Unie, l'Egypte et le Pakistan).

1,03 autres milliards ne faisant pas partie du budget du Département de la Défense sont aujourd'hui nécessaires pour le recrutement et l'incitation au réengagement dans une armée américaine sollicitée au-delà de ses moyens, comparé à seulement 174 millions en 2003, année où a commencé la guerre en Irak.

Le Département des Anciens combattants obtient aujourd'hui au moins 75,7 milliards de dollars, dont 50% vont aux soins de longue durée des soldats grièvement atteints parmi les 28 870 blessés – au minimum – recensés jusqu'ici en Irak et les 1 708 d'Afghanistan. Ce montant est unanimement considéré comme insuffisant. 46,4 autres milliards vont au Département de la Sécurité intérieure (Homeland Security).

Manquent encore à cette compilation les 1,9 milliard de dollars du Département de la Justice pour les activités paramilitaires du FBI; les 38,5 milliards de dollars du Département du Trésor pour les Fonds des militaires à la retraite; les 7,6 milliards de dollars pour les activités militaires de la *National Aeronautics and Space Administration,* et les bien plus de 200 milliards d'intérêts de la dette contractée dans le passé pour les dépenses de Défense.

Cela porte les dépenses américaines pour son institution militaire au cours de l'exercice financier 2008, prudemment calculées, à au moins 1100 milliards de dollars.

De telles dépenses ne sont pas seulement immorales mais aussi financièrement insupportables. […] •

Source: Publication originale: www.tomdispatch.com, version française: http://contreinfo.info/article.php3?id_article=1616

(Traduction: Karim Loubnani pour *Contre Info)*

A l'époque, ils ont barré le Rhin, aujourd'hui ils entravent l'aéroport

L'arrogance de la «Grande Allemagne» et la volonté suisse de résistance – le roman «Der Schweizerkönig – Johann Rudolf Wettstein»

par Marianne Wüthrich, Zurich

Ce qu'un citoyen peut réaliser si seulement il veut agir avec toute sa force et avec toute son âme pour le bien de la communauté, aussi infatigable et tenace que les gens autour de lui, qui se laissent entraîner l'un après l'autre par sa fermeté et sa conviction inébranlable – c'est ce que nous montre la personnalité de Johann Rudolf Wettstein, un Confédéré de l'époque sombre de la guerre de Trente Ans (1618–1648). L'itinéraire pénible et marqué de beaucoup d'importants revers de fortune de ce grand politicien et diplomate qui, à l'occasion des négociations de paix des grandes puissances européennes à la fin de ce carnage épouvantable entre les peuples et lors de la Paix de Westphalie, a su assurer à la Suisse son indépendance du «Saint-Empire romain germanique», c'est le sujet du roman «Der Schweizerkönig» de Mary Lavater-Sloman, écrit en 1935.

Vue sur le quartier de Grand-Bâle et la cathédrale prise du pont de Wettstein. Pour le maire de Bâle, Johann Rudolf Wettstein, il ne s'agissait pas seulement de l'indépendance des Bâlois face à la jurisprudence du Reich, mais de la reconnaissance de la souveraineté et de la neutralité armée de la Suisse par toutes les puissances européennes réunies à Münster et à Osnabrück. (photo Abderitestatos, Wikimedia)

A une autre époque, bien plus tardive mais tout aussi sombre, dans les années 30 du XXe siècle, pendant laquelle la souveraineté de la Suisse aurait pu être de nouveau menacée, l'écrivain rappelle aux Suisses ce qu'il faut pour faire de la résistance contre ce danger: des citoyens et des citoyennes convaincus et honnêtes, prêts à rassembler toutes les forces pour donner tout pour protéger leur pays contre l'annexion par un empire.

Le «Schweizerkönig» (Le roi des Suisses) a été réédité aujourd'hui en l'an 2011, ce qui devrait nous encourager, nous les citoyens, que ce soit en Suisse ou dans d'autres pays, à nous tenir sur nos gardes contre les grandes puissances actuelles. Si le politicien et diplomate bâlois Johann Rudolf Wettstein, déjà marqué par la vieillesse et la maladie, a réussi en 1646 à poursuivre son but imperturbablement et à poser des jalons décisifs pour l'avenir de la Suisse comme pays souverain et indépendant sur la base de la neutralité armée, il devrait être facile pour nous aujourd'hui de nous unir contre toute tentative des grandes puissances de nous atteler à leur politique du pouvoir et pour remplir leurs caisses d'impôts vides.

L'histoire de l'indépendance de la Suisse est vite racontée dans ses points principaux: Le désir de liberté, d'indépendance face aux puissances étrangères et aux juges étrangers, a été depuis toujours le moteur qui a motivé les Confédérés à s'unir et à résister aux pressions extérieures. Depuis le premier pacte des trois cantons primitifs (Waldstätten) Uri, Schwytz et Unterwald, passant par la fondation de l'Etat fédéré en 1848 jusqu'à l'époque des deux guerres mondiales au XXe siècle, il s'agissait toujours et pour tout le monde de se maintenir comme pays libre, si nécessaire par la force des armes.

«Nous ne faisons aucun pas en direction de Speyer»

C'est le titre du premier chapitre du «Schweizerkönig». A Speyer, en Westphalie allemande, se trouvait le Reichskammergericht (le tribunal du Reich) qui, en 1640, a envoyé au citoyen bâlois *Caspar Zelti* une convocation à cause d'un procès civil. Pendant que plusieurs conseillers de la ville de Bâle, de peur d'éventuelles sanctions du Reich, lui conseillaient de se soumettre à la juridiction du Reich, Johann Rudolf Wettstein a rappelé à ces collègues que la Suisse s'était séparée du Reich depuis longtemps. «Pas de juges étrangers» – c'était déjà écrit dans le premier Pacte fédéral de 1291, une des idées fondamentales de la Confédération. Ainsi, dans le roman de *Mary Lavater-Slomann* Wettstein avertit ses collègues conseillers découragés de ne pas être aussi timorés: «Caspar Zelti est citoyen bâlois; que lui importe le tribunal du Reich? Nous ne faisons aucun pas en direction de Speyer. La Confédération est-elle libre ou bien fait-elle partie du Reich?» (p. 13)

En conséquence de cette détermination de la Suisse à garder sa souveraineté, s'ouvre au lecteur un parallèle intéressant avec l'arrogance des autorités allemandes actuelles. Semblable à la politique du gouvernement allemand de restreindre sans concertation préalable les vols arrivant à l'aéroport de Zurich (qui d'ailleurs est utilisé en grande partie par des avions allemands avec beaucoup de passagers allemands), au XVIIe siècle le Reich allemand a bloqué le Rhin près de Speyer pendant des années pour forcer l'obéissance des Bâlois.

«Et si nous ne possédons ni parchemin ni sceaux, il est temps de nous les procurer»

Pour atteindre l'indépendance par rapport aux Habsbourg, les Confédérés ont mené et gagné bien des guerres au XIVe et au XVe siècle, la dernière étant la guerre de Souabe en 1499. Depuis, la Confédération a été, de facto, indépendante du Reich, cela veut dire qu'elle n'a plus payé d'impôt au Reich et qu'elle avait ses propres tribunaux. En général, le Reich a tacitement reconnu son indépendance. Des cas particuliers cependant, comme le procès de *Zelti*, ont montré qu'une confirmation explicite par écrit de la souveraineté de la Suisse (de iure) aurait représenté un renforcement de sa position juridique.

Comme aujourd'hui, il y avait à l'époque aussi des Suisses peu courageux qui, de peur d'éventuelles sanctions des autorités du Reich, auraient préféré renoncer à exiger leurs droits. Ces découragés, Wettstein les a interpelés: «Et si nous ne possédons ni parchemin ni sceaux, il est temps de nous les procurer». (p. 13) Finalement, ce Confédéré imperturbable a réussi à convaincre les conseillers de Bâle: Wettstein devait, lors de la Diète en été 1643, se procurer l'accord des 13 cantons d'alors pour devenir actif au nom de la Confédération. Cet obstacle, le maire de Bâle l'a également surmonté. Dans une lettre à l'adresse de l'empereur *Ferdinand III,* les députés des treize cantons ont rappelé l'exemption, la libération juridique des Confédérés face au Reich et à sa juridiction. L'empereur n'a pas réagi, ni à cette lettre ni à une deuxième l'année suivante, il avait d'autres soucis. Au bout de presque 30 ans de guerre atroce, pour la plupart sur sol allemand, l'Allemagne était exsangue, chaque famille avait des morts à pleurer et la destruction du pays était indescriptible. L'empereur a lutté désespérément pour le pouvoir des Habsbourg et ne montrait que peu d'intérêt pour les affaires des Confédérés.

«Entre ces rivaux puissants se trouvait l'avantage de la Confédération»

Les dernières années de la guerre de Trente Ans, les grandes puissances participantes, la Suède, la France et Habsbourg se sont rencontrés dans les villes westphaliennes de Münster et d'Osnabrück pour arriver à un traité de paix dans des négociations longues et difficiles. Pour la Confédération, épargnée par la guerre malgré plusieurs situations dangereuses, il paraissait naturel d'envoyer une délégation à ces négociations de paix pour recevoir par écrit la reconnaissance formelle de son indépendance face au Reich allemand, et sa reconnaissance par les grandes puissances européennes comme fédération d'Etats souverains. Mais les Confédérés n'étaient pas d'accord entre eux, beaucoup n'y voyaient pas la grande chance pour l'avenir de la Suisse. Dans cette situation, la personnalité impressionnante de Johann Rudolf Wettstein s'est montrée. Il ne s'est pas laissé détourner par ces querelles mesquines et s'est engagé corps et âme pour la cause commune, en ayant en même temps une grande clairvoyance politique:

«C'est la volonté ferme de Wettstein qui, une fois sur une affaire, ne la lâchait plus. Le cœur et les yeux étaient aux affaires de la ville mais l'oreille écoutait au loin, au Nord du Reich allemand, à Münster et à Osnabrück où les députés des grands peuples s'efforçaient à mettre fin à cette guerre interminable. Son esprit vif observait attentivement la France, le grand allié de la Confédération, ne souhaitant ardemment rien de plus que de miner le pouvoir des Habsbourg, et il a suivi chaque manœuvre de l'empereur qui luttait désespérément pour le maintien de son pouvoir. Entre ces rivaux puissants se trouvait l'avantage de la Confédération.» (p. 15)

«Il n'y a qu'une voie, c'est la voie de l'honnêteté et de l'intrépidité»

Bien que Wettstein n'ait été soutenu par les cantons réformés que du bout des lèvres et pas du tout par les cantons catholiques, il a voyagé avec une petite équipe fidèle au congrès pour la paix à Münster, où il s'est installé dans un logis pitoyable, et il a commencé à nouer des contacts à sa manière avec les diplomates et à les convaincre de l'urgence du souhait d'indépendance de la Confédération. Ses interlocuteurs les plus importants et amicaux étaient les délégués français *Henri d'Orléans,* le *Duc de Longueville* et le *Conte d'Avaux*, mais il a aussi négocié avec les députés des différents princes et des princes électeurs, qu'il a essayé de gagner à sa cause pour persuader l'empereur Ferdinand III de procéder à une libération expresse de la Suisse. Finalement, Wettstein est aussi allé à Osnabrück où il a cherché à parler avec les députés de la Suède pour lesquels la Suisse était complètement inconnue. «Les Suédois. C'était le cauchemar pour les conseillers du Reich et ils étaient ainsi les alliés naturels de Wettstein. Mais comment entrer en relation fructueuse avec le docteur *Adler Salvius* et le conte *Oxenstierna* qui ne possédaient pas l'ombre d'un intérêt pour la Confédération?» (p. 109)

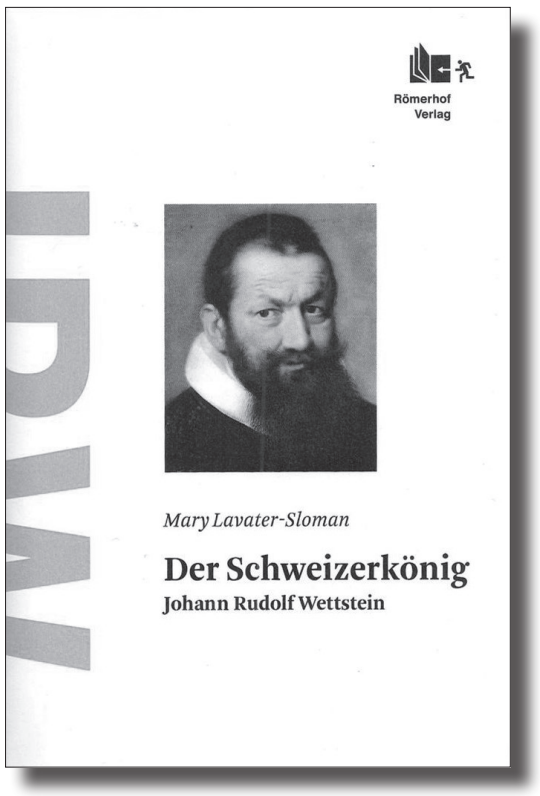
Mary Lavater-Sloman réussit de manière magistrale à raconter comment le Suisse Wettstein, homme honnête et droit dans un monde d'intrigues et de tactiques égoïstes, un homme simple dans un gîte pauvre à côté d'une foule de politiciens habitant des palais entourés de luxe: «Ce que les voix à gauche et à droite et dans son propre cœur peuvent chuchoter, il n'y avait qu'une voie au bout de laquelle se trouvait le vrai succès, la voie de l'honnêteté et de l'intrépidité. Alors il ne s'est pas laissé briser, même pas plier et pendant que les fantômes du doute le tracassaient, la récompense lui est déjà arrivée.» (p. 108)

Car beaucoup de ces messieurs les députés des puissances européennes bien habillés, entourés de serviteurs qui, au début s'étaient moqués de ce maire de Bâle habillé simplement, aux gestes naturels en l'appelant «Schweizerkönig», ont fini par reconnaître la personnalité tout à fait droite et persévérante de cet homme qui ne voulait rien pour lui mais tout pour son pays. Parmi les Français, les Allemands et les Suédois, il s'est fait des amis qui avaient du respect pour Wettstein et qui avaient commencé à comprendre que pour lui il ne s'agissait pas seulement de l'indépendance des Bâlois face à la jurisprudence du Reich, mais de la reconnaissance de la souveraineté et de la neutralité armée de la Suisse par toutes les puissances européennes réunies à Münster et à Osnabrück. Un vrai «Schweizerkönig», un roi de convictions et de clairvoyance.

«Le succès politique est un fruit qui mûrit lentement»

Au bout de près d'une année de lutte acharnée, après beaucoup d'entretiens avec les différents députés en Westphalie, après des efforts prolongés pour un mandat de tous les 13 cantons, après beaucoup de revers de fortune et malgré de grands problèmes de santé, en octobre 1647, Wettstein a enfin atteint son but: L'empereur Ferdinand a enfin confirmé par écrit que la Confédération des treize cantons n'était plus soumise au Reich et à ses tribunaux. Le décret de l'empereur a été inclus dans la «Paix de Westphalie» de 1648, le traité de paix des puissances guerrières. La base la plus importante de la souveraineté, reconnue de tous les côtés, était les «Défensionaux de Wil», la déclaration des Confédérés de ne pas prendre parti dans des conflits à venir, donc de garder la neutralité, mais de défendre leur indépendance si nécessaire avec les armes: «Du côté de la Confédération, nous sommes résolus à protéger nous-mêmes la liberté acquise et la souveraineté, avec la grâce de Dieu, et à chasser la violence par la violence», a écrit Wettstein dans sa lettre à l'empereur. (p. 168). Les Suisses avaient fait leurs expériences pendant la guerre de Trente Ans, à savoir que la neutralité armée, donc des troupes bien équipées pour la protection de la frontière et pour l'éventuelle défense, étaient indispensables si elle voulait garder son indépendance.

Le «Schweizerkönig» fait partie des livres qui font entrevoir au lecteur ce qu'est la vraie conviction démocratique, une valeur précieuse qui touche. Après cette lecture, on gardera au cœur l'exemple de l'engagement de Johann Rudolf Wettstein pour son pays et ses concitoyens. •



ISBN 978-3-905894-08-0

Pour le maintien des points de ventes privés dans les gares

Création d'une communauté d'intérêts des «responsables de gares»

Interview de Jakob Büchler, conseiller national PDC SG

Jakob Büchler (photo thk)

thk. Alors que les CFF s'étaient mis à fermer les petites gares, il y a déjà bien des années – ces dernières, ayant été reprises par des privés – ils repartent à l'assaut en voulant supprimer les provisions sur les abonnements généraux vendus. Pour les CFF cela signifie peu, alors que c'est vital pour les communes aux gares délaissées. Il faut en finir de mettre à la tête de nos institutions des gens qui ignorent le bien commun et n'hésitent pas à fâcher la population. Si cette suppression devait vraiment avoir lieu, cela signifierait la disparition d'autres gares. La population se met à résister et le conseiller national Jakob Büchler soutient ce mouvement. La Suisse n'est pas épargnée par la crise économique mondiale et la disparition des profits. Et les solutions ne peuvent passer par l'arrogance, les tentatives de justification dans les réunions communales n'étant d'aucun secours.

Horizons et débats: Comment en est-on venu à fonder cette communauté d'intérêt pour le maintien des gares?

Jakob Büchler: Karl Reichenbach de Schänis s'est adressé à moi. Il s'occupe de la gare de Schänis depuis environ 10 ans, alors que les CFF avaient décidé de la fermer. Il a commencé par ouvrir un kiosque, l'agrandissant au fil du temps. Aujourd'hui on y sert du café et des croissants aux clients et depuis peu il y a même un bureau de voyage qui propose des voyages dans le monde entier. Il a donc mis en place un service qui occupe trois apprentis de commerce. C'est une activité précieuse, aussi pour notre commune. Quand on va prendre le train, on a toujours un peu de temps, on peut en profiter pour consommer quelque chose, acheter son journal, etc. C'est pourquoi il serait malheureux de supprimer cette activité. D'où la naissance de cette communauté d'intérêts, destinée à empêcher cette suppression.

Comment en est-on venu à reprendre cette gare de façon privée?

La gare fut modifiée il y a dix ans; la voie de garage fut supprimée. Alors qu'auparavant il y avait trois voies, on les a supprimées, n'en laissant qu'une seule. En fait, ce n'est plus qu'une station. Le train arrive, on monte et on descend. C'est grâce à Karl Reichenbach qu'on peut encore acheter un billet – du fait que les heures d'ouverture sont étendues, y compris en fin de semaine. Il y a aussi un automate à billets, mais on sait qu'on ne peut pas toujours s'y fier. La population apprécie hautement son service, qui est très fréquenté.

La gare d'Islikon est aussi concernée par les mesures des CFF. (photo thk)

Comment se fait-il que ce service soit menacé au bout de dix ans?

Karl Richenbach s'est trouvé confronté au fait que les CFF veulent supprimer les provisions dues à la vente des abonnements généraux (AG). Cela revenait, pour l'abonnement de 1ère classe, à 420 francs. Ce montant serait réduit à 50 francs à l'avenir. Il a vite compris que cette façon d'agir avec les AG se répercuterait rapidement sur tous les autres billets. Il a donc cherché des alliés et les a trouvés. La situation est la même dans les villages d'Islikon et d'Ermatingen en Thurgovie. On trouve des exemples aussi en Bâle-Campagne où les «chefs de gares» sont bien décidés à ne pas se laisser faire. Ce sont tous ces événements qui ont provoqué la fondation de cette communauté d'intérêts. Il y aura une réunion le 27 août au cours de laquelle il sera décidé de la suite à donner.

Comment cette «communauté d'intérêts» est-elle organisée?

Il s'agit d'une association ayant des statuts et un comité. Tout un chacun peut en être membre. Plus nous seront nombreux, plus grandes seront nos chances d'être entendus. Certes, notre société est de création récente, mais nous devons nous mettre au travail. Car il est important de réagir à l'offensive des CFF. Qui ne risque rien, n'a rien. Nous devons enfoncer le clou de telle façon que tout l'ensemble tienne. La communauté d'intérêts a été créée, il s'agit maintenant d'avancer.

On observe depuis plusieurs années une extension du manque d'égards envers la population. Les CFF ferment depuis longtemps des gares, voire les détruisent. S'ils retirent leur soutien aux exploitants privés, il y en aura encore plus qui disparaîtront. Est-ce une vision correcte de la situation?

C'est bien ce qu'on peut craindre. La réduction des provisions de la vente des abonnements généraux est un premier pas. Puis suivront les billets individuels. On peut déjà deviner les arguments qui seront présentés. Une démarche semblable a déjà été entreprise avec l'annonce de la cessation de ventes de billets dans les trains, ce qui est une erreur. Ce n'est plus un service à la clientèle. Nombreuses sont les personnes qui se décident impromptu à prendre le train. Par ailleurs, il y a aussi des personnes qui ont de la peine à utiliser les automates. C'est particulièrement vrai pour les seniors. On se met ainsi sur une pente glissante. On renonce au train pour prendre la voiture. Il arrive aussi que l'automate ne fonctionne pas bien, voire soit carrément en panne. C'est arrivé à mon épouse qui a dû payer une amende lors d'un contrôle. On ne peut appeler cela un service à la clientèle de la part des CFF. Notre communauté d'intérêts doit servir à nous opposer à cette stratégie et nous permettre de prendre contact avec les dirigeants pour leur faire comprendre que cela ne peut continuer ainsi. Pour finir nous n'aurons des gares où acheter des billets plus que sur les grandes lignes, et ailleurs plus rien. C'est ce que nous voulons éviter.

Une conception uniquement marchande n'est pas admissible, on ne peut se focaliser sur la seule rentabilité. Dès lors que cela n'en vaut plus la peine, on ferme. C'est faux. Le service public est aussi valable pour la poste. Là aussi, on s'était engagé dans une certaine direction qu'on a pu corriger grâce à une pression politique. On remarque maintenant que les CFF veulent s'engager dans la même voie. D'où la nécessité de s'engager suffisamment tôt contre les tentatives de la direction des chemins de fer de n'accorder un appui qu'aux grandes gares et de laisser tomber les petites. Ce n'est pas un service à la clientèle et nous devons nous y opposer, surtout dans un pays comme le nôtre, très peuplé mais en même temps très décentralisé. C'est d'ailleurs une importante raison de promouvoir les chemins de fer au lieu de les entraver. Réduire l'offre serait une fausse politique.

Quelle a été la réaction des CFF à votre initiative?

Pour l'instant il n'y a pas eu de réponse directe. Certes, il y a eu une rencontre avec les responsables de stations, dont le résultat fut toutefois négatif. Je m'y attendais d'ailleurs. Les anciens contrats ont été résiliés et les nouveaux n'ont pas encore été dévoilés. On cherchera à nous mettre devant le fait accompli. Cela est inacceptable et ne va pas dans le sens d'un service public des chemins de fer fédéraux. Nous serions disposés à nous unir aux responsables de stations des chemins de fer privés, dans la mesure où ils seraient intéressés. Il est vrai que leur situation n'est actuellement pas encore aussi dramatique que la nôtre, leurs dirigeants n'étant pas aussi brutaux et sans égards que ceux des CFF.

Y a-t'il eu des réactions de la part de la population?

La réaction a été vive et positive. La commune de Schänis s'est immédiatement annoncée et a assuré son soutien pour s'opposer à la fermeture d'une station fort appréciée de la population, ici ou ailleurs. Il en va de même dans le domaine de la poste électronique, ce qui me donne confiance. Les médias ont également marqué leur intérêt. L'intérêt va grandissant et il apparaît que la population, les citoyens et citoyennes, se mobilise contre ces fermetures. L'activité de notre association ne pourra que renforcer cette démarche.

Dans la mesure où les CFF veulent continuer d'être un service public, ils ne pourront pas s'enferrer dans leur volonté de fermeture de stations en supprimant les bénéfices des responsables des stations, rendant impossible leur survie. Ma volonté est d'aider et contribuer à éviter cela. J'ai été contacté en tant que parlementaire fédéral et j'ai volontiers donné mon accord, aussi pour arriver à obtenir un dialogue avec les dirigeants des CFF. Nous sommes décidés à entreprendre quelque chose. •

Soutien à la communauté d'intérêts des «responsables de gares»

Toute personne qui désire soutenir l'association peut en devenir membre.

Sur le site *www.ig-stationshalter.ch* vous trouverez le bulletin d'adhésion et de plus amples informations.

«Comment l'Afghanistan va finir»

suite de la page 5

grande partie du pays avec le même régime religieux «law-and-order» brutal mais efficace que celui qui sévissait le 10 septembre 2010, et la plupart des Afghans vont s'en réjouir; b) mèneront une campagne de représailles contre les Tadchiks, les Ousbeks et les chiites qui étaient si oublieux de l'histoire qu'ils croyaient que les Etats-Unis et leurs alliés savaient comment gagner une guerre et assez bêtes pour soutenir une guerre culturelle occidentale brutale qui visait à détruire la culture conservatrice islamique et tribale de l'Afghanistan et c) accueilleront Al-Qaïda et d'autres groupes de rebelles non afghans pour qu'ils se réinstallent en Afghanistan car ils savent pertinemment que l'Occident ne reviendra pas les combattre, si ce n'est au moyen d'un mélange inefficace de rhétorique menaçante et d'une stratégie qui échoue depuis longtemps et qui consiste à tuer ou à emprisonner ses ennemis islamistes un à un.

Il conviendrait d'ajouter un dernier point à propos de la prochaine défaite des Etats-Unis et de l'OTAN en Afghanistan, point qui concerne la totalité du monde islamique et particulièrement ses jeunes, dont l'Amérique du Nord et l'Europe font maintenant partie. Lorsque l'Armée rouge se retira d'Afghanistan en février 1989, cela attira les jeunes gens de la génération d'Oussama ben Laden. Pour la première fois depuis des siècles. Allah avait permis aux musulmans de vaincre une puissance occidentale, et surtout une des deux superpuissances mondiales. Une grande partie de la motivation qui conduisit les Moudjahidin contre l'Occident et Israël sur les champs de bataille était la conséquence de la défaite de l'Armée rouge et de la croyance qui a suivi selon laquelle le monde musulman avait détruit l'empire soviétique.

Mais même après cette victoire et celle du 11-septembre, ben Laden, ses adeptes et leurs alliés constatèrent que, chez les musulmans, ils se heurtaient à un défaitisme profondément ancré. La rhétorique de ben Laden, d'Al Zawahiri et des autres leaders islamistes est basée sur un thème clair et permanent: Il faut vaincre ce défaitisme dans les cœurs de tous les musulmans avant qu'Allah ne récompense ses fidèles par une victoire sur les ennemis qui restent. En d'autres termes: le message des islamistes adressé à leurs compagnons musulmans est qu'Allah n'aidera pas non plus ceux qui ne se remuent pas eux-mêmes. La permanence de ce thème du vivant de ben Laden se manifeste dans la vidéo de 100 minutes d'al-Qaïda diffusée le 3 juin 2011 qui est intitulée «You are held responsible only for thyself» («Vous n'êtes responsables que de vous-mêmes»).

Il sera naturellement difficile d'apprécier l'ampleur de l'influence mondiale qu'aura la défaite des Etats-Unis et de l'OTAN contre les Moudjahidin qui sont commandés par les talibans en Afghanistan et la réinstallation d'un émirat islamiste. Mais cet effet pourrait-il être vraiment moins fort que ceux qu'avait eus la défaite des soviétiques? En 1989, il n'y avait pas l'Internet et pas de reportages télévisés diffusés 24 heures sur 24 sur l'humiliation de l'Armée rouge. Aujourd'hui, ce système d'informations est intensif et omniprésent. En outre, les Moudjahidin auront vaincu la seconde superpuissance et ses alliés militaires les plus puissants non seulement en Afghanistan mais aussi en Irak, ce qu'aucune puissance au monde n'a jamais réussi. Le plus important, c'est que cette réussite sera considérée dans tout le monde islamique aussi bien comme un effet de la volonté d'Allah que comme sa récompense à l'intention des musulmans qui se sont remués et ont vaincu leurs ennemis incroyants et ceux de l'islam.

D'une manière générale, la décision des leaders politiques occidentaux de permettre que leurs armées soient battues si facilement en Afghanistan aura à long terme des conséquences malheureuses et sanglantes pour eux et pour leurs peuples.

Source: Michael Scheuer, *Here's how Afghanistan ends- America loses, Islam wins and a new Muslim generation joins the jihad* (*http://non-intervention.com* du 10/6/2011)

(Traduction *Horizons et débats*)